

HISTORIA magazine

(86)

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 319 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE

UN NOUVEAU PAYS: L'ALGÉRIE ALGÉRIENNE

Couverture : Photo Manaut-Esquieule



LES OPPOSITIONS A LA POLITIQUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Jean FONTUGNE

INQUIÉTUDE et confusion règnent en métropole en ce mois d'octobre 1960. Trois problèmes, depuis longtemps soulevés et non résolus, sont à l'origine de ce malaise.

- *La question scolaire, qui alimente les discours dominicaux mais, en fait, n'est passionnée que par une minorité d'enseignants sectaires et de politiciens ;*
- *La force de frappe purement nationale, qui fait la quasi-unanimité contre elle de l'extrême droite à l'extrême gauche ;*
- *La guerre d'Algérie.*

La recherche rapide d'une solution pour arrêter les combats est souhaitée, évidemment, en premier, par les représentants des diverses confessions et des partis politiques et par les responsables syndicaux.

Cardinaux et archevêques, d'une part, responsables des diverses Églises protestantes, d'autre part, interviennent publiquement pour qu'une trêve soit proclamée en Algérie. C'est une paix négociée que demandent également les formations politiques, au cours de leurs congrès annuels tenus à la rentrée des vacances. Mais l'erreur des syndicats est de vouloir politiser les conflits sociaux et de faire pression sur le président de la République pour régler rapidement les problèmes d'Afrique du Nord. La plus grande partie du monde ouvrier ne suit pas, comme le prouve l'échec de la grève du 27 octobre.

Les partisans de l'Algérie française n'en restent pas pour autant inactifs. Une manifestation est organisée par les anciens combattants à Paris pour protester contre le « Manifeste des 121 ». Puis Soustelle fonde le « Regroupement national », tandis que se prennent, à la veille de l'ouverture du « procès des barricades », les premiers contacts des cadres politiques et militaires qui organisent le putsch.

C'est donc à une France à nouveau divisée que le général de Gaulle s'adressera dans son allocution radiotélévisée annoncée pour le 4 novembre. Ses voyages en Savoie, dans le Dauphiné, puis dans le sud-est du pays, à la veille de la manifestation organisée par l'U.N.E.F. à Paris, lui en ont prouvé la nécessité. Entre-temps, les chefs du G.P.R.A. auront refusé et le principe de l'« Algérie algérienne » telle que la souhaite le chef de l'État et le référendum sur l'autodétermination sous le contrôle de l'armée.

J. F.

Sommaire n° 86 - Historia magazine n° 319

UN GÉNÉRAL QUI CHANGE DE CAP

A droite : **Paul Delouvrier, en compagnie du général Crépin, le nouveau commandant en chef. Entre les deux hommes, le courant ne passera jamais.** ***Ci-dessous :*** **le général Challe. Delouvrier et lui avaient formé une magnifique équipe.**

E.C.P.A.



R. Bail

ALGER, avril 1960. C'est l'explosion du printemps. Mais un homme reste insensible au renouveau. Paul Delouvrier se sent envahi par la morosité. Depuis quelques semaines, en effet, le délégué général a perdu de son dynamisme. Maintenant, il est rapidement agacé et volontiers agressif. En fait, les retombées de la « semaine des barricades » n'ont pas fini de se faire sentir. Delouvrier sent que les beaux jours de son proconsulat s'achèvent et que l'Algérie qu'il aimait, sans être celle de papa, n'est plus.

Pourtant, malgré tout ce qu'on avait pu croire ou craindre, Paul Delouvrier n'est pas condamné. Il restera encore longtemps à son poste.

C'est le général de Gaulle lui-même qui lui en a donné l'assurance. Il n'en a pas moins fallu se séparer du fidèle Maffart et le remplacer par Jean Vaujour, dont la compétence, il est vrai, est hors de pair. Il y a plus grave. Il faut maintenant s'accommoder de la présence du nouveau directeur des affaires politiques, François Coulet, gaulliste de stricte observance qui va jouer les commissaires politiques et guetter les moindres faux pas. Mais surtout, Challe, après une ultime algarade, a dû faire ses adieux à l'armée et quitter ▶



E.C.P.A.

Crépin se fait fort d'interpréter la pensée du général de Gaulle

l'Algérie pour la sinécure dorée de Fontainebleau.

Avec ce départ, c'est la fin d'une belle équipe, d'un tandem « entre lequel on n'aurait pu glisser une feuille de papier à cigarette ». Delouvrier perd non seulement un homme avec qui une collaboration confiante s'était établie, mais un ami. Dès lors, l'atmosphère du G.G. ne sera plus jamais la même. Challe s'y était fait aménager un bureau. Il n'avait qu'un couloir à traverser pour faire irruption dans celui de Delouvrier, la pipe au bec, et venir bavarder, proposer une idée, demander un conseil.

C'est le général Crépin qui remplace Challe. Pour le délégué général, le nouveau commandant en chef n'est pas un inconnu. Quatre mois plus tôt, c'est lui qui a eu déjà l'honneur de remplacer Massu à la tête du corps d'armée d'Alger. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas d'atomes crochus, de sympathie naturelle entre les deux hommes. Lors de la « semaine des barricades », Crépin et Delouvrier se sont déjà durement accrochés.

" Dudule a viré sa cuti "

Delouvrier n'a d'ailleurs pas caché qu'il aurait souhaité un autre choix. C'est Gambiez, à la tête du corps d'armée d'Oran, qui avait ses préférences. Avec son air de bon grand-père, son œil pétillant, son ton posé et mesuré, Gambiez possédait tous les éléments pour réconforter l'armée, lui faire oublier sa nouvelle désillusion. Mais de Gaulle a tranché en faveur d'un inconditionnel, un « iceberg gaulliste », avec lequel il ne faudra pas barguigner.

En tout cas, Crépin, *alias* « Dudule » ou « Casse-noisettes » pour les initiés, déplaît souverainement au délégué général, qui ne peut vraiment pas le voir en peinture. Il faut bien admettre d'ailleurs que le nouveau commandant en chef n'a rien qui puisse séduire à première vue et qu'il ne fait d'ailleurs rien pour plaire.

Ce polytechnicien, cet artilleur, sévère, bourru, à la carrure de joueur de rugby, le cheveu coupé ras, les yeux bleu acier, le visage taillé à coups de serpe, affectionne les attitudes distantes et les reparties sèches, qui ne dissimulent, à tout prendre, qu'une grande timidité. Dans l'armée, on ne le connaît pratiquement pas et il n'a jamais eu la réputation d'un meneur d'hommes. On a eu l'occasion de le cons-

Delouvrier, entre ▶ le général Challe et le général Crépin. Challe avait quitté l'Algérie le 23 avril 1960, avec l'amertume de n'avoir pas eu le temps d'achever une tâche qu'il était sur le point de mener à bien.



Verguin

◀ Le général Crépin en compagnie de Messmer. Crépin, le polytechnicien, a deux passions : les « math » et... la varappe. Chaque fois que le général de Gaulle le convoque à Paris, il profite de l'occasion pour aller escalader les rochers de Fontainebleau.



E.C.P.A.

Jean Vaujour, au ▶ centre, directeur du cabinet de Paul Delouvrier. Vaujour est un familier de l'Algérie puisqu'il était directeur de la Sécurité lors du déclenchement de la révolution en novembre 1954.

s un sens qui lui est strictement personnel

tater quand il a eu l'honneur de succéder à Massu, qui était adoré de ses troupes. Crépin est un isolé qui en tire quelque vanité. On ne lui connaît qu'une passion : l'escalade en montagne.

On peut cependant imaginer qu'une collaboration neutre, impersonnelle, va s'établir entre le délégué général et le commandant en chef. L'un et l'autre communient d'ailleurs dans la même admiration pour le chef de l'État et Crépin semble vouloir s'effacer derrière le pouvoir civil. Au nouveau directeur de cabinet, il a déclaré tout de go : « Moi, je suis un soldat, un militaire qui obéit et exécute. Paul Delouvrier me donnera ses instructions, je lui dirai si c'est possible ou non. Je suivrai la politique de l'Élysée. Je suis inconditionnellement fidèle au général de Gaulle. Je serai ici un instrument de pacification et d'ordre. » De fait, dans les débuts, Crépin affecte de « solliciter » des entrevues de Delouvrier.

C'est dès le début de l'été qu'une tension se manifeste entre les deux grands responsables de l'Algérie. Derrière ses allures soumises, « Dudule » fait preuve d'une susceptibilité agaçante. Il s'irrite de voir Jean Vaujour prendre des notes au cours de la conférence quotidienne : « Je trouve extrêmement désagréable que votre collaborateur prenne en note ce que je dis! » Mais il y a beaucoup plus grave. Trois mois ne se sont pas écoulés que s'évanouissent les bonnes résolutions de l'homme lige de l'Élysée : pacification et maintien de l'ordre, et un journal parisien peut titrer avec vraisemblance : « Dudule a viré sa cuti. »

" Monsieur " Ferhat Abbas

C'est au début de l'été, quelques semaines après le discours du président de la République, le 14 juin, que le virage s'est amorcé. Ayant pris à son tour conscience du malaise de l'armée, de l'inquiétude des pieds-noirs, de l'angoisse des harkis, Crépin y va, lui aussi, de sa petite allocution, le 5 juillet, à Collo. Et lui aussi se fait fort d'interpréter la pensée du général de Gaulle dans un sens qui lui est strictement personnel. Il y a bien quelques précautions au début. A la surprise générale, il donne du « Monsieur » à Ferhat Abbas. Il adresse quelques admonestations à la « population européenne de ce pays, toujours très sensibilisée et qui se plaît à dire que tout est perdu ». Il regrette que quelques officiers, peu nombreux d'ailleurs, n'hésitent pas à se joindre à elle.

A l'en croire, ce comportement ne se justifie nullement. Le discours du 14 juin « n'amène rien de nouveau », même si « le ton est plus conciliant ». Si le G.P.R.A. accepte de négocier, c'est tout simplement que « la situation militaire du F.L.N. est mauvaise ». D'ailleurs, le recours à l'autodétermination « écarte le G.P.R.A. comme seul interlocuteur valable et lui interdit une place de choix ».

De sa dernière entrevue avec le chef de l'État, le commandant en chef peut assurer qu'il a obtenu « toutes les garanties [...] qu'il a demandées » et des précisions sur les termes employés par le général de Gaulle lors de sa dernière allocution, tels que « fin honorable des combats », « destination des armes », « sort des combattants ». L'exégèse en est simple.

« La fin honorable des combats veut tout simplement dire que sera déterminé ▶

Coll. Coulet



François Coulet, ▶ diplomate et colonel de paras, et son épouse en compagnie de quelques-uns de ses hommes. Sur la table, les présents qu'ils lui ont offerts à l'occasion de son départ de l'armée.



Gérard Duché

au cours de l'été, il se confirme même que le commandant en chef

le choix des lieux où se présenteront les rebelles, sans honneurs et sans vexations. La destination des armes? Toutes les armes seront rendues et leur sort sera fixé, destruction ou garde. Le sort des combattants? Ceci amènera une implication politique inévitable, surtout en ce qui concerne les rebelles de l'extérieur. Les rebelles essaieront toujours de parler politique. Les émissaires à Melun l'ont essayé en vain. Il n'est envisagé ni discussions politiques ni décisions politiques. Il s'agit donc maintenant d'un problème moral. »

Crépin prononce également quelques paroles d'apaisement à l'égard des harkis, visiblement déconcertés par le discours du 14 juin et les négociations de Melun. « Il faut rassurer nos gens, car si le cessez-le-feu aboutit dans les conditions actuelles, ce sera une victoire pour notre armée. Il faut le dire avec foi car cela est vrai. Il faut rassurer nos harkis. Aucune diminution du nombre des harkis n'est liée au cessez-le-feu. Bien entendu, dans les années de calme qui suivront le cessez-le-feu, la vie normale reprendra et le nombre actuel des harkis ne sera pas maintenu. L'armée restera en Algérie. Les rebelles n'obtiendront jamais l'indépendance de l'Algérie. »

Pour nombre d'officiers, les paroles de « Dudule » font l'effet d'un baume. Sans trop y croire, on découvre un autre Crépin. Les jours suivants, le commandant en chef précise ses propos, au cours de sa propre « tournée des popotes », qui le conduit en Oranie, dans l'Algérois et dans l'Aurès. Il se confirme même que Crépin se convertit aux vertus de l'action psycho-

Debré en 1959. ▶ Dans l'hélicoptère : Paul Delouvrier et Massu. Loin déjà était le temps où, emporté par sa passion, il avait voulu interdire aux Français de danser et aux ministères d'illuminer tant que l'on combattrait encore en Algérie.



E.C.P.A.

◀ Collo : le port. Crépin s'y rendra le 5 juillet et y prononcera une allocution au cours de laquelle il déclarera à ses auditeurs que « toutes les garanties lui ont été accordées » et expliquera à sa manière la pensée du général de Gaulle et sa politique.

Michel Debré, au ▶ cours d'un de ses nombreux voyages d'inspection en Algérie. Sa fidélité et son admiration sans borne pour de Gaulle lui ont fait renier sa politique passée. Jusqu'au bout, il demeurera l'homme de l'Élysée.



E.C.P.A.

convertit aux vertus de l'action psychologique

logique. « L'effort principal doit porter vers l'action psychologique, précise-t-il. L'action militaire est surtout importante par ses conséquences psychologiques plus que par les résultats matériels. » Enfin, il ne peut résister au traditionnel coup de patte contre « une presse progressiste où certains jouent un rôle équivalant à celui de Ferdonnet en 1939. L'armée restera en Algérie ».

Ainsi, le virage est pris et bien pris. Les bonnes résolutions sont loin et Crépin fait maintenant de la politique alors qu'à son arrivée il avait juré ses grands dieux d'en rester à l'écart, malgré une mise en garde de Challe : « En guerre subversive, où l'on doit conquérir la population et non des cailloux, on ne peut éviter de dire à une population quel avenir on lui propose. Et l'avenir politique à court ou moyen terme y est inclus. Qu'on le veuille ou non ! » En tout cas, pour le commandant en chef, il ne s'agit pas encore d'une révolte, d'un véritable drame de conscience. Pour l'heure, le loyalisme reste intact. L'exégèse n'en conduit pas moins à des propos très Algérie française, dont on avait perdu l'habitude depuis 1958...

Le comportement de Crépin n'en déplaît pas moins souverainement à Delouvrier, tant il va à l'encontre de ses instructions et de ses directives et se trouve en contradiction avec les propos du général Ely, réputé pourtant pour être la « conscience » de l'armée, et des paroles mêmes que le chef de l'État vient de prononcer lors de son voyage en Normandie. Au cours d'une tournée qui va le mettre en contact avec 13 généraux et 76 colonels, Ely, avec de multiples circonlocutions, précise que l'armée doit se garder de faire de la politique, mais qu' « il lui appartient de faire sentir, de faire comprendre à la population musulmane, que son intérêt est de choisir la solution la plus française ». L'Algérie ne doit pas sortir du « cadre français », mais c'est le recours sincère à l'autodétermination qui permettra de régler définitivement le problème. Quant au président de la République lui-même, il vient d'affirmer que l'autodétermination doit conduire à une « Algérie algérienne ayant des liens étroits avec la France ».

Crépin devient ingouvernable

A la fin de l'été, Crépin franchit un pas supplémentaire. C'est la révolte ouverte. A l'occasion du voyage de Michel Debré pour le deuxième anniversaire du plan de Constantine, il s'en prend directement au délégué général et lui reproche de ne jamais faire la moindre allusion à l'intégration. « Les Européens sont dans un état de crainte permanent, déclare-t-il, et on ne leur parle que d'association dans l'autodétermination sans évoquer les autres solutions. »

Rouge de colère, Delouvrier veut crever l'abcès et demande l'intervention du premier ministre. A sa stupéfaction, Debré se montre hésitant, évasif. Lui aussi est en proie à une crise de conscience. « Il ne s'agit pas d'abandon... Faites votre métier de militaire. » Delouvrier ne cache pas alors sa déception. Avec l'armée, il vient d'échouer, sans aucun doute. Il n'a pas réussi à faire admettre à « ses » officiers que l'évolution économique et sociale de l'Algérie devait conduire à une autre formule que celle d'une indépendance absolue ou une intégration irréalisable.

A la veille de l'automne, tout apparaît donc bien sombre. « Dudule » devient agressif, ingouvernable. Debré est insaisissable. De Gaulle, à n'en pas douter, prépare une nouvelle initiative dont son délégué général ne sera averti que par la radio. Une nouvelle effervescence se manifeste à Alger et, pour clore le tout, Salan vient de débarquer avec armes et bagages. Le temps où le délégué général déclarait ne vouloir s'occuper que des problèmes économiques est bien loin. H

Philippe MASSON

Vincent/Afrique-photo

KRIM BELKACEM VA DE L'AVANT

C'EST avec un mélange de satisfaction et d'inquiétude que Krim Belkacem prend, au début de 1960, ses fonctions de ministre des Affaires étrangères dans le deuxième gouvernement provisoire de la République algérienne. Satisfait et fier de devenir, en tant que chef de la diplomatie de l'Algérie combattante, une vedette sur la scène internationale, il a peur, en même temps, de ne pas être à la hauteur de sa tâche, lui dont l'instruction ne dépasse pas le niveau du certificat d'études primaires. S'il n'est pas lettré, il est cependant rusé, et il trouve très vite les moyens de se tirer fort bien d'affaire.

Il s'adresse, tout d'abord, à tous les services qui passent désormais sous sa coupe (et qui s'installeront au Caire, pour ménager la susceptibilité de Nasser) pour leur donner des directives à la fois très générales et très « militantes » : pas de jeux politiques trop subtils, pas de discrimination entre les différents alliés potentiels. « Nous avons besoin de tous nos amis. » Et, surtout, recherche d'appuis concrets : « Le moins possible de discours académiques de solidarité, le plus possible d'aide financière réelle. »

Il s'entoure, d'autre part, de collaborateurs compétents et habiles, capables de pallier, à l'occasion, ses défaillances : Saad Dahlab, secrétaire général du ministère, avec, comme adjoints Mabrouk Belhocine, avocat kabyle originaire de Sidi-Aïch, vétéran des luttes du P.P.A. et du M.T.L.D., Mohamed Ben Yahia, directeur du cabinet de Ferhat Abbas, qui s'intéresse particulièrement à la politique étrangère, et enfin toute une équipe d'anciens étudiants qui ajoutent leurs titres de résistance à leurs diplômes universitaires. Ceux-là, qui entrent dans la carrière au moment où leurs aînés n'y sont pas encore, nourrissent les plus hautes ambitions diplomatiques et politiques.

Qui sont donc ces « jeunes loups »? Il y a des combattants plus ou moins récemment sortis des wilayas, comme, par exemple, Abdelaziz Zerdani, qui avait quitté le lycée Aumale, à Constantine, en mars 1956, pour rejoindre un maquis de la wilaya 1, ou encore Taoufik Bouattoura, un ancien capitaine de la wilaya 3 qui porte encore la trace de blessures reçues au combat (brûlures aux yeux).

Il y a aussi des militants de l'U.G.E.M.A (Union générale des étudiants musulmans algériens) qui ont quitté leurs études après la grève universitaire de mai 1956 et qui ont milité dans les fédérations F.L.N. de Tunisie, du Maroc et surtout de France avant de gagner Le Caire ou Tunis : Mohamed Harbi, historien, philo-

Keystone



Chanderli, 45 ans, délégué permanent du G.P.R.A. à New York.

Coll. particulière



Omar Oussedik : dépêché p Krim Belkacem en Guiné

◄ **Conakry, capitale de la Guinée. Pour essayer d'effacer les échecs sur le terrain, le G.P.R.A. va se lancer, en 1960, dans une grande offensive diplomatique. A Conakry sera envoyé Omar Oussedik, l'ancien secrétaire d'État du G.P.R.A.**

Accra, au Ghana. ► **Au moment de Melun, le G.P.R.A. entretient sept missions « officielles » en Afrique, dont une à Accra, quatorze en Europe, treize en Asie et quatre en Amérique. Le statut de ces missions varie grandement d'un pays à l'autre.**

Fiévet/Afrique-Photo

sophe, idéologue progressiste, astucieux rédacteur de bon nombre de tracts et brochures F.L.N. diffusés à Paris en 1957 et 1958, ancien membre de l'état-major politique du ministère de la Défense, militant résolu qui fonce en avant avec détermination, avec passion, mais toujours avec le sourire; son ami le subtil Aziz Ben Miloud, qui, à ses côtés, à la première période clandestine de la Fédération de France du F.L.N., donnait ses rendez-vous feutrés dans le quartier bourgeois de Sèvres-Babylone; Aziz Hassan, frêle et distingué, réservé et polyglotte, capable de se taire en trois ou quatre langues, qui a ramené d'Angleterre, où le G.P.R.A. l'a envoyé en mission, non seulement un parapluie très britannique, mais une aversion pour le café noir et un flegme nordique assez étonnants chez un fils de l'ardente Numidie; le brun, maigre et nerveux Djemal Houhou, fils du leader uléma de Constantine tué par des soldats français en 1956.

A tous ces *comingmen* s'ajoutent quelques hommes un peu plus anciens dans le combat nationaliste : l'ex-responsable P.P.A. du Nord constantinois, Larbi Demagh el-Atrous, devenu spécialiste du Sud-Est asiatique, ou encore Chérif Sahli, un professeur qui a renouvelé l'étude historique du personnage de l'émir Abd el-Kader.

Conscient de disposer d'effectifs nombreux et de qualité, Krim Belkacem organise son ministère en « grandes sections, comme au Quai d'Orsay » : une section Amérique-Europe, une section Asie-Afrique, une section Monde arabe et une section Pays socialistes.

La première est structurée surtout par un bon spécialiste du monde anglo-saxon, le Sétifien Mohamed Kellou, ancien étudiant en droit à l'université de Montpellier et, dans les grandes capitales, les représentants qu'avait désignés le premier G.P.R.A. sont maintenus à leurs postes. Il s'agit notamment d'Abdelkader Chanderli, porte-parole du F.L.N. à l'O.N.U. et à Washington, et de Taïeb Boulharouf, dont l'intérim à Rome sera occasionnellement assuré par Ali Lakhdari, ancien étudiant en droit et en sciences politiques des universités de Grenoble et de Paris.

Krim Belkacem renforce, en revanche, la représentation du F.L.N. en Allemagne de l'Ouest, car c'est dans ce pays que s'est repliée la direction de l'importante « Fédération de France ». L'« ambassadeur F.L.N. » sera « Malek » c'est-à-dire Hafid Keramane, ancien étudiant de l'École dentaire de Paris, ancien chef de la section parisienne de l'U.G.E.M.A., auteur récent du livre polémique *la Pacification*, un Bougiote aux larges épaules — du coffre, du souffle, de la corpulence, de l'abattage, du sang-froid, un travail de bœuf et une joviale décontraction. Malek aura pour principal adjoint Mouloud Kacem, étudiant en philosophie, qui consacre plus de temps à la propagande du G.P.R.A. qu'à sa thèse sur « le principe de la liberté chez Kant ».

La section Asie-Afrique supervise principalement l'activité de quelques grands postes jugés particulièrement intéressants. Celui de New Delhi est confié à Chérif Guellal, Constantinois de bonne famille qui a étudié le droit et l'anglais à Aix-en-Provence. Celui de Tokyo sera attribué au jovial et disert Abdelmalek Benhabylès, surnommé par ses amis « Socrate » pour son goût des aphorismes psychologiques ou moralisateurs. Krim Belkacem dépêche, enfin, à Djakarta le très mince et ►

Kahia



Saad Dahlab, 41 ans : un secrétaire général de qualité.

Kahia



Frantz Fanon le théoricien : un poste d'ambassadeur à Accra.

l'argent afflue dans l'escarcelle de Krim

très fin Lakhdar Brahimi, qui ajoute à ses diplômes de droit et de sciences politiques un de l'École des langues orientales. En Afrique enfin, les postes de Conakry et d'Accra sont respectivement attribués à l'ancien secrétaire d'État du G.P.R.A. Omar Oussedik et au théoricien Frantz Fanon.

La section Monde arabe, dont Aziz Ben Miloud coordonne les travaux, contrôle un nombre important d'ambassades au Maghreb (le commandant Kaci à Tunis et Chouki Mostefai à Rabat) et au Moyen-Orient (Amman, avec Rahman Akoun, Le Caire avec l'ancien ministre Toufik El-Madani, Damas, Beyrouth, Bagdad, Djedda, Koweït, Khartoum, Tripoli).

La section Pays socialistes est, enfin, celle que Krim Belkacem étoffe le plus, car il attend beaucoup de l'« ouverture à l'est », ne serait-ce que pour exercer un certain chantage sur Washington... et sur Paris. Il décide donc de renforcer l'« ambassade algérienne » à Belgrade, dirigée par Messaoud Boukadoum, et il confie à Mohamed Hajd Yala, un ancien auxiliaire médical de Khenchela qui, en octobre 1958, avait représenté le F.L.N. à Tachkent, à la Conférence des écrivains d'Afrique et d'Asie, le soin d'étudier les moyens de promouvoir un substantiel développement des relations entre le G.P.R.A. et les États communistes.



Holmès/Lebel

◀ Les Algériens, Krim Belkacem en tête, sont chaleureusement accueillis à Pékin à l'occasion des fêtes du 1er mai. Mao lui-même les recevra le 17.

Dakar. En 1960, le ▶ délégué du Sénégal à l'O.N.U. déclara : « Si le drame algérien est un drame franco-algérien, il est aussi et surtout un problème africain. »



Coll. particulière

◀ Défilés, fanfares, meetings, visites, discours, banquets, les Chinois ont bien fait les choses. Rien à voir avec l'accueil très réservé des Soviétiques.

Brazzaville : la ▶ cathédrale Sainte-Anne du Congo. Parallèlement à l'Afrique, le G.P.R.A. mène une « action de relance » dans le monde arabe.

Un allié résolu

Grâce à toute cette équipe (1), le G.P.R.A. peut faire assez bonne figure dans les conférences internationales, d'autant qu'il dispose d'archives légères, mais « opérationnelles » rassemblées par le « centre de documentation » que dirige à Tunis, entre deux consultations médicales, Pierre Chaulet.

Comment utiliser la « force diplomatique » ainsi constituée ? C'est ce que le G.P.R.A. examine, du 4 au 6 avril, au cours d'une réunion à laquelle assiste le colonel Boumediene. La principale décision prise est celle d'un « engagement plus actif des représentants, et même des ministres du G.P.R.A., dans les grandes capitales et dans les grandes conférences internationales ».

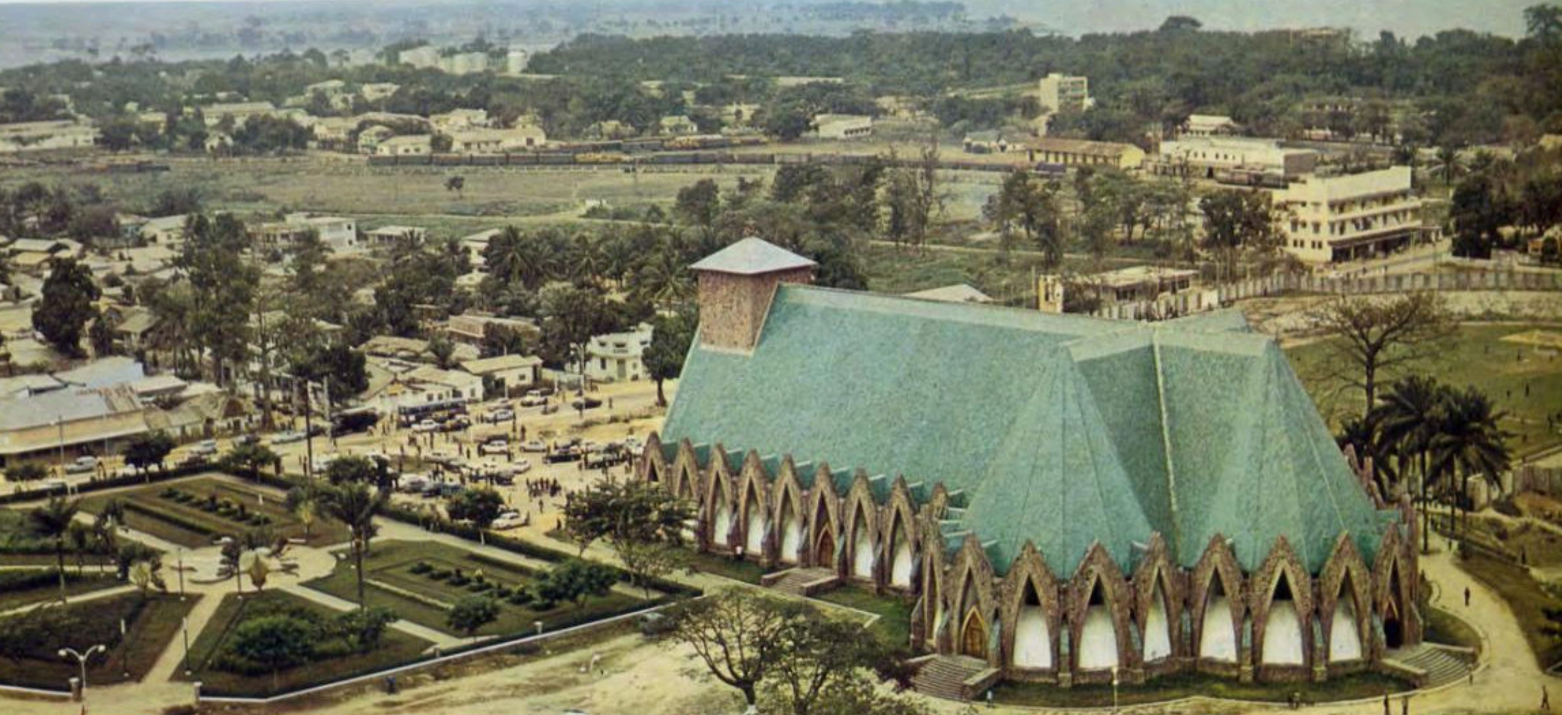
En application de cette consigne, le directeur des affaires politiques du ministère de l'Information, Ahmed Boumendjel, participe, à Accra, en avril 1960, à la Conférence pour la paix et la sécurité en Afrique. Il obtient la discussion d'une motion — également présentée, en avril, à la Conférence des peuples d'Afrique et d'Asie, à Conakry, et, en juin, à la Conférence d'Addis Abeba de l'Organisation de l'unité africaine — sur l'éventuelle « formation d'un corps de volontaires africains qui lutteront côte à côte avec leurs frères algériens ». Cette résolution demeurera platonique, mais elle permettra au G.P.R.A. de menacer les autorités françaises d'une « internationalisation de la guerre ».

Parallèlement à cet « effort africain », une « action de relance » est menée dans le monde arabe. Accompagné de deux ministres — Francis, qui s'occupe des fonds, et Boussouf qui s'occupe de l'armement — Krim Belkacem lui-même se rend à Riyad (15-17 avril), où il s'entretient avec le roi d'Arabie Ibn Séoud et le prince Fayçal, puis à Bagdad (18-20 avril), où il confère avec le président de la République irakienne, le général Kassem.

Lorsque la délégation algérienne revient au Caire, le 21 avril, après une escale à Beyrouth, elle peut faire des comptes positifs. Ibn Séoud lui a donné, en effet, une importante somme d'argent. Quant à Kassem, il a fourni un million de livres sterling et promis de verser un autre million l'année suivante. Des représentants d'autres pays arabes, notamment celui du Koweït, se sont engagés à augmenter leur « aide en argent et en armes à la cause algérienne ».

Krim Belkacem leur rappellera leurs promesses lorsqu'il se rendra, le 22 août 1960, à Chtaura (Égypte), à la

(1) De nombreux membres du « Quai d'Orsay algérien » de 1960 jouent un rôle important dans l'Algérie de 1973. Mohamed Ben Yahia et Mouloud Kacem sont ministres; Mohamed Hadj Yala est *wali* — c'est-à-dire préfet — de Constantine; Larbi Demagh el-Atrous, Aziz Hassan, Djemal Houhou, Ali Lakdhari, Lakhdar Brahimi sont en poste dans de grandes ambassades. Abdelmalek Benhabylès et Omar Oussedik sont respectivement secrétaire général et inspecteur général du ministère des Affaires étrangères. Abdelkader Chanderli et Hafid Keramane occupent des postes à responsabilité dans des « sociétés nationales ». Quant à Mabrouk Belhocine, Arezki Bouzida et Aziz Ben Miloud, ils sont avocats au barreau d'Alger.



Photos Naud/Afrique-photo

Conférence des ministres des Affaires étrangères des pays de la Ligue arabe. Au cours de cette réunion, dont il sera la vedette, il obtiendra l'assurance que les différents États de la Ligue ne se contenteront pas d'appuyer inconditionnellement les positions algériennes aux Nations unies, mais apporteront un soutien financier accru, calculé au prorata du revenu national de chacun.

Tous ces appels à l'accroissement de l'assistance financière, Krim Belkacem les lance aux hommes d'État du Moyen-Orient au nom d'une solidarité arabo-islamique sur laquelle l'accent est lourdement mis. Lorsqu'il prend congé du souverain d'Arabie Saoudite, après son passage à Riyad, il déclare, par exemple : « Que Dieu vous conserve pour le bien des Arabes et de l'islam! Que la faveur de Dieu apporte à votre royaume prospérité et grandeur! » Ce n'est évidemment pas ce langage qui est tenu par les représentants du G.P.R.A. aux diplomates et aux émissaires des pays socialistes, et, par exemple, au leader de la procommuniste Union internationale des étudiants, le Tchécoslovaque Jiri Pelikan, lorsque le comité exécutif de l'U.I.E. tient, à Tunis, une réunion au cours de laquelle vingt-sept pays sont représentés.

Dans les conversations avec de tels interlocuteurs, c'est le caractère révolutionnaire de la lutte de la résistance algérienne qui est mis en valeur, ainsi que le désir d'« ouverture à l'est » du F.L.N. Même le très modéré Ferhat Abbas, président du G.P.R.A., se met de la partie, puisqu'il déclare, le 25 avril : « Comment pourrions-nous préférer mourir par les armes occidentales plutôt que nous défendre avec les armes orientales? »

A cette date, les experts de la section Pays socialistes ont préparé, à l'intention de Krim Belkacem, un rapport détaillé sur l'attitude comparée de la Chine et de l'U.R.S.S. à l'égard du F.L.N. Ce texte rappelle que la Chine a toujours été, pour le F.L.N., un allié résolu. Les dirigeants chinois ont été des tout premiers à reconnaître le G.P.R.A. en septembre 1958. Ils ont reçu à Pékin, en décembre 1958, une délégation gouvernementale algérienne, puis, en mars 1959, une « délégation militaire » qui a conclu de fructueux accords pour la fourniture de matériel de guerre, et les armes chinoises commencent effectivement à arriver. Les dirigeants soviétiques, au contraire, se montrent réticents à l'égard du F.L.N. parce qu'ils ménagent de Gaulle, dont la politique d'indépendance nationale vis-à-vis des U.S.A. est jugée « positive ».

KRIM BELKACEM...

drapeaux, fanfares et confetti à Pékin...

Ils n'ont pas reconnu le G.P.R.A., et quand les Égyptiens, en janvier 1959, ont fait courir le bruit qu'une telle reconnaissance était peut-être proche, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris, Vinogradov, a « rassuré », à ce sujet, le président de la République. Les diplomates du F.L.N. sont cependant persuadés que la rivalité entre Pékin et Moscou commence à se développer et que, dans ces conditions, le moment est venu de dire clairement aux Soviétiques que s'ils continuent à maintenir leur attitude réservée à l'égard de la résistance algérienne, ils perdront, au profit des Chinois, beaucoup de leur crédit dans le tiers monde.

Il s'agit, en somme, de provoquer un jeu de surenchère entre les deux grands du communisme, et c'est dans cet esprit qu'a été préparé un voyage de Krim Belkacem à Pékin et à Moscou.

Après avoir reçu, le 26 avril, au Caire, le président indonésien Sukarno, alors en visite officielle en Égypte, afin de bien montrer que leur gouvernement conserve un contact étroit avec « le camp neutraliste », les trois « ministres itinérants » du G.P.R.A. — Krim Belkacem, Boussouf et Francis — s'envolent pour Pékin. Ils emmènent avec eux le secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères, Mabrouk Belhocine, deux diplomates de haut rang, Hassen Hamidi et Ali Abdel Moumène, et quatre autres conseillers.



Kahia

Rencontre avec Ho Chi Minh

L'accueil de Pékin, le 30 avril, est fastueux : floraison de drapeaux vert et blanç sur l'aérodrome, fanfare jouant l'hymne de la révolution algérienne *Kassamen* (« Nous jurons »), gerbes de fleurs pour les ministres... La délégation algérienne est accueillie par un vice-premier ministre chinois, le maréchal Ho Long, qui prononce le discours de bienvenue, et un autre vice-premier ministre chinois, Hsi Chung Houng, et le chef d'état-major de l'armée populaire, le maréchal Lo Sin Ching. Elle assiste, le lendemain, 1er mai, à une réception offerte par ce haut chef militaire et au formidable défilé d'un million de personnes célébrant la Fête du travail.

Ce n'est là qu'un prélude, car avant d'entamer ses conversations politiques avec les dirigeants chinois, Krim Belkacem a inscrit à son programme une « petite tournée asiatique ». Il se rend à Hanoi, *via* Canton, et un séjour de deux jours (4-6 mai) dans la capitale vietnamienne lui permet de rencontrer Ho Chi Minh et le général Giap. A son retour en Chine, la délégation algérienne visite (du 7 au 9 mai) plusieurs « communes populaires », et si elle constate à quel point un système qui mobilise totalement, sous la direction de l'État et du parti, les femmes et les jeunes, est loin du traditionalisme familial maghrébin, elle se montre fort impressionnée par les réalisations qui lui sont montrées.

Nouvelle petite incursion (10-13 mai) au-delà des frontières de la Chine. Krim Belkacem et ses compagnons partent pour la Corée du Nord, où les attendent le chef du parti communiste, Kim Il Sung, et une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes venues les acclamer. Entretiens à Pyongyang, congratulations, retour à Pékin, réceptions officielles, somptueux banquets, mets de choix servis dans des plats de porcelaine précieuse..., l'hospitalité chinoise est toujours aussi somptueuse.

Les conversations politiques commencent ensuite par un dialogue, le 14 mai, entre le maréchal Ho Long, entouré de quatre conseillers, et les trois ministres algériens, assistés de Mabrouk Belhocine. Le 17 mai, les quatre représentants du F.L.N. font le voyage de Chao-Chan, le village natal de Mao Tsé Toung, pour y rencontrer le no 1 chinois. Celui-ci leur prodigue ses amitiés et ses conseils politiques et leur promet de maintenir « jusqu'à la victoire » le rythme de l'aide en armes et en argent (environ un milliard par an) que la Chine apporte au G.P.R.A.

Deux longues conversations, à Pékin, les 18 et 19 mai, avec le premier ministre Chou En Lai, le maréchal Ho Long et le ministre des Affaires étrangères, Chen Yi, complètent l'entretien avec Mao Tsé Toung.

Krim Belkacem participe enfin à un meeting populaire, où il prend la parole au côté du maire de Pékin, Peng Chen, membre du bureau politique du P.C. chinois. Il dénonce à cette occasion, comme il avait fait dans son premier discours, prononcé à son arrivée sur le sol chinois, la « domination française en Algérie » et l'« aide politique, matérielle et financière que la coalition atlantique apporte au colonialisme français ». Il remercie ses hôtes, d'autre part, pour leur « assistance concrète à l'Algérie en guerre » (sur le plan militaire, les dirigeants chinois viennent de lui promettre non seulement de poursuivre leurs livraisons d'armes, mais de former des techniciens et de recevoir, pour des stages de perfectionnement, des officiers de l'A.L.N.).

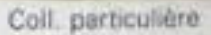
Les « nobles invités »

Tous ces thèmes sont repris dans le communiqué final qui clôt, au soir du 19 mai, la visite officielle des représentants du F.L.N. en Chine. Il est dit, dans ce texte, que le gouvernement chinois « accepte avec enthousiasme l'installation à Pékin d'une représentation diplomatique du G.P.R.A., à la date qui conviendra à celui-ci ». Les Algériens, de leur côté, expriment leur appui aux principales thèses de leurs hôtes (notamment la souveraineté de la Chine populaire sur Formose). La satisfaction que montre Krim Belkacem en signant ce texte n'est pas feinte : il vient de remporter un succès diplomatique incontestable.

Avant de rentrer au Caire, le 24 mai, la délégation algérienne fera une escale de 4 jours à Moscou. Alors qu'à Pékin des dizaines de milliers de Chinois avaient, sur la route de l'aérodrome, ovationné

A gauche : **Ferhat Abbas, président du G.P.R.A., au congrès des étudiants algériens à Tunis, en juillet 1960.** *A droite :* **Abbas discute avec Patrice Lumumba et M'hamed Yazid, ministre de l'Information, le département le moins étoffé, avec les Finances, du G.P.R.A.** *Ci-dessous :* **le président Abbas remet des diplômes de fin d'études à de jeunes infirmières. Le Croissant - Rouge algérien a été créé par le F.L.N. sur le modèle des Croix-Rouges existant dans différents pays du monde occidental.**





Coll. particulière



Keystone

une dernière fois les « nobles invités », couverts de confetti et de rubans de papier multicolores, l'accueil que trouvent dans la capitale soviétique, les représentants du G.P.R.A. est conventionnel et protocolaire.

Les trois ministres et leurs sept compagnons sont traités avec considération, mais sans plus. On les loge dans une belle villa proche de Moscou, on les nourrit somptueusement, sans lésiner sur le caviar, on les véhicule dans de grosses voitures officielles, on leur fait faire les tournées touristiques réservées aux « grands amis de l'Union soviétique » (visite, avec guides spéciaux, du Kremlin, du mausolée de Lénine, du métro, etc.) mais on leur refuse des audiences politiques à un haut niveau. Khrouchtchev, qui vient de rentrer dans sa capitale, après l'échec du « sommet des Quatre Grands » à Paris, et même le ministre des Affaires étrangères, Gromyko, refusent de les recevoir.

C'est, finalement, le directeur des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères, Mahiedinov, qui vient les voir dans leur *datcha* pour leur expliquer — très franchement — les raisons de cette carence : le gouvernement soviétique ne veut pas heurter la susceptibilité du général de Gaulle qui, d'ailleurs, selon les informations que Nikita Khrouchtchev rapporte de Paris, se propose de relancer, au cours des prochaines semaines, son dialogue avec le F.L.N. Si, ajoute-t-il, une telle relance n'était pas faite avant la session d'hiver de l'Assemblée générale des Nations unies — au cours de laquelle la diplomatie soviétique soutiendra, comme à son habitude, « le point de vue des délégations arabes sur l'affaire algérienne » — les dirigeants soviétiques pourraient peut-être alors reconnaître *de jure* le G.P.R.A.

Grâce à ce dernier point, un peu nouveau, l'entretien n'est pas totalement négatif. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Krim Belkacem exploite au mieux ce maigre gain et fait dire par les services de propagande du F.L.N. que « les perspectives d'une reconnaissance diplomatique du G.P.R.A. par Moscou se sont rapprochées ». La presse mondiale reprend cette information et le ministre des Affaires étrangères est mis, une fois encore, en vedette.

Krim Belkacem n'a pas raté, au bout du compte, son entrée sur la scène internationale. Le jeune Kabyle obscur qui, en 1941, s'engageait, à Cavallo, dans les chantiers de jeunesse est traité, en 1960, comme un personnage d'importance mondiale. Il trouvera définitivement sa consécration d'« homme d'État » lorsqu'il ira assister, en décembre, à New York, à l'Assemblée générale de l'O.N.U. et qu'il sera reçu, à Manhattan, par les chefs de gouvernement ou les ministres des Affaires étrangères de nombreux pays, y compris les plus grands. H

Albert Paul LENTIN



Le pasteur Nouvelon, en compagnie de quelques aumôniers militaires, inaugure la chapelle de Médéa, charmante petite ville de l'Algérois réputée pour la qualité de ses vins.

L'ÉGLISE DANS LA TOURMENTE

PENDANT toute la durée du conflit, des protestants, pasteurs et laïcs, hommes et femmes, se sont posé un certain nombre de questions qui les plongeaient dans l'angoisse et l'impuissance, faute de trouver la réponse :

Dans quelle mesure le chrétien vivant dans l'Histoire en attendant le royaume de Dieu a-t-il néanmoins une responsabilité à l'égard de cette Histoire ?

Comment des chrétiens, partant du même fondement de l'amour du prochain, peuvent-ils aboutir à des divergences importantes dans leurs prises de position ?

L'Église peut-elle aborder des problèmes autres que ceux touchant Dieu, le respect de la morale ou la défense de la personne humaine tout en s'interdisant de prendre position devant telle ou telle option politique ?

Le président du conseil régional, dans son rapport au synode d'Algérie, écrit en novembre 1955 : « Si nous sommes tous d'accord, je pense, pour dire que l'Église n'a pas à préconiser de solution politique au problème algérien, nous sommes sûrs, néanmoins, qu'elle a une mission particulière à remplir dans les circonstances actuelles : elle doit s'occuper avec sollicitude de ses fidèles. Mais sa réflexion doit aller plus loin, si Dieu lui en donne la capacité : puisqu'elle doit aimer tous ceux qui l'entourent, et en particulier les plus pauvres et les plus déshérités, puisqu'elle doit avoir le souci de la justice et de l'amour, il lui appartiendra sans doute d'élever la voix pour annoncer le Royaume et sa justice et proclamer nettement qu'aucune solution politique n'est valable sans la justice et le respect de tous. »

L'Église protestante, certes, attacha toujours une très grande importance à tout ce qui pouvait aider ou rétablir la cohabitation entre les deux communautés. Mais la mention des sacrifices indispensables qu'une telle cohabitation réclamait de la communauté européenne n'apparaît officiellement que dans l'ordre du jour des Journées d'étude de 1957.

« L'Église en Algérie fut unanimement persuadée, écrira M. Bernard dans la revue *Foi et Vie*, en 1965, que toute solution politique qui, à plus ou moins long terme, empêcherait les Européens d'être chez eux dans ce pays serait une injustice grave. Selon les uns, toute forme d'indépendance ou d'autonomie aboutirait rapidement à ce résultat par communisation du régime ou explosion de haine anti-



Conférence générale de l'aumônerie militaire protestante à Alger, au mois de mai 1958. ***Au centre :*** **le pasteur Marc Boegner, président de la Fédération protestante de France.**

européenne. Selon les autres, certaines modalités d'association préserveraient la coexistence dans des conditions de vie politique et sociale plus équitables. » Et il ajoute :

« Mais l'Église ne parut pas voir que, de toute façon, la coexistence de deux communautés au niveau de vie si différent devrait se payer d'un abaissement plus ou moins direct de la communauté européenne, d'un abandon de toutes sortes de privilèges politiques et sociaux, sans quoi il était utopique et même hypocrite de parler de réconciliation et d'annonce de l'Évangile aux musulmans. »

L'action de l'Église, en réalité, fut limitée par le fait que la plupart des pasteurs, n'étant pas nés en Algérie et n'y possédant pas d'attaches, étaient considérés comme des étrangers par les fidèles.

En général, ils se rendirent compte assez tôt de l'inéluctabilité d'un changement social radical et s'efforcèrent d'ouvrir les yeux de leurs paroissiens aux réalités de la situation, mais ceux-ci n'acceptèrent pas aisément ces « vérités déplaisantes » et réagirent parfois avec agressivité.

Les tensions nées d'un conflit où il devint rapidement impossible de mettre les « bons » d'un côté et les « méchants » de l'autre, où les civils étaient aussi exposés que les combattants, où les autorités, le gouvernement, la nation vacillaient, où les valeurs et les structures sociales traditionnelles étaient remises en question, se répercutèrent très vite au sein de l'Église.

Le temps de la prière

Dès le début des hostilités, les pieds-noirs considérèrent avec méfiance tout ce qui pouvait apparaître à leurs yeux comme un empiétement du domaine religieux sur le domaine social et public.

Puis, au fil des mois, sous la pression des événements, de nombreux fidèles en vinrent à ne plus pouvoir écouter une prédication sans chercher à y déceler un sous-entendu politique et une condamnation de leur propre position.

Alors, pour ne pas blesser davantage leurs interlocuteurs, qui souffraient déjà tant, pour ne pas les enfoncer davantage dans l'amertume et le désespoir, les pasteurs renoncèrent plus ou moins rapidement à leur travail d'explication, se contentant de mettre l'accent sur la réconciliation et les consolations dans l'épreuve.

A mesure que le temps passait, il est certain que la prédication devenait plus malaisée. Les considérations dictées par le bon sens, la charité ou la théologie perdaient beaucoup de leur poids pour un grand nombre de protestants. En outre, les pasteurs n'avaient guère la possibilité, pour aborder avec précision certains cas concrets, de s'appuyer sur des textes de l'Écriture.

Des années plus tard, évoquant ce problème, ils diront : « Ainsi, sur quoi se fonder pour dire aux fidèles d'une paroisse rurale qui labourent en armes et passent la nuit à guetter qu'ils participent à une guerre d'oppression alors qu'ils luttent pour la défense de leurs terres ? Que penser du tribut payé aux fellaghas par certains colons pour protéger leur vie et leurs fermes ? Faut-il encourager ou blâmer ceux des fidèles qui s'accordent le

(Suite page 2492)


Vue prise sur le pont suspendu de Constantine. Ancienne capitale des rois numides, la ville, qui s'appelait alors Cirta, fut une des plus riches d'Afrique.



(Suite de la page 2489)

droit d'asile en protégeant des militants F.L.N. ou O.A.S. recherchés par la police? »

Tout à fait à la fin de la guerre, la prédication allait devenir quasiment impossible et, dans une lettre aux pasteurs d'Algérie, le président de région, le 1er mars 1962, écrivit : « Toute exhortation humaine, même si elle ne fait que répéter la parole de Dieu, est devenue insuffisante, ambiguë, voire irrecevable. Nous sommes au temps de la confession de foi et de la prière. »

Plus difficile encore fut la tâche des aumôniers militaires, d'autant qu'ils n'étaient généralement pas préparés à exercer un ministère pendant une guerre « révolutionnaire ».

Et plus encore que les pasteurs civils, la solidarité avec leurs fidèles leur fit côtoyer « les dangers d'une compromission inadmissible ou d'une neutralité impossible ».

On peut se demander, de ce fait, si la voix de l'Église dans l'armée n'a pas été quelque peu étouffée par la présence d'aumôniers qui voulaient avant tout rester fidèles envers leurs unités.

Les messages et les exhortations des autorités nationales de l'Église ne recueillaient pas souvent l'adhésion des protestants d'Algérie. Certaines déclarations, quelques textes, bien que nuancés, furent si mal interprétés qu'ils faillirent compromettre définitivement tout ministère pastoral auprès des fidèles.

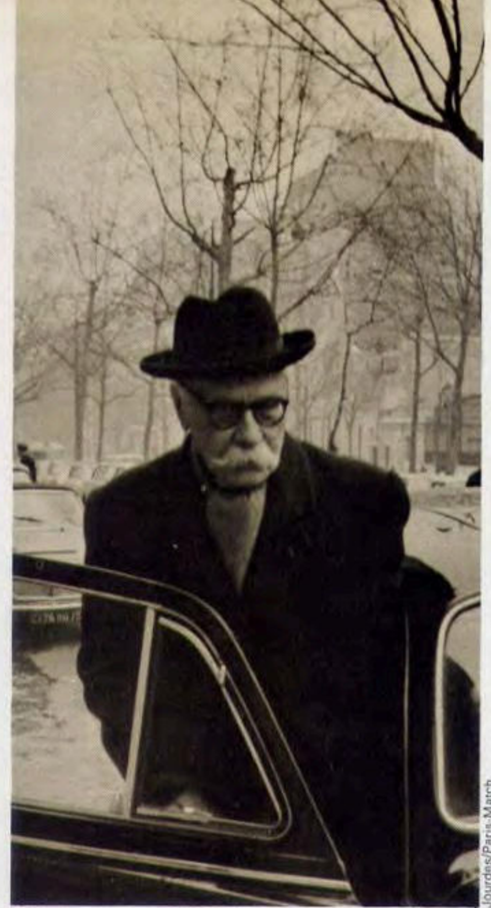
Boufarik proteste

Ainsi, l'interview du pasteur Boegner dans *le Monde* du 31 janvier 1958, portant sur le sens et les enseignements des Journées d'étude nord-africaines, qui venaient de se terminer, provoque une protestation vigoureuse du conseil presbytéral de l'Église de Boufarik, qui estime qu'« il est de son devoir de protester énergiquement contre la tendance progressiste qui prétend parler au nom du protestantisme algérien », car cette attitude « aura pour résultat de troubler les esprits et risque de briser l'unité de l'Église, sans parler du soutien que de telles déclarations apportent aux ennemis de la France qui veulent nous chasser ou nous massacrer ».

Définissant les conceptions de la Fédération protestante sur le problème algérien, le pasteur Boegner avait dit :

« Ai-je besoin de rappeler qu'à maintes reprises nous avons protesté contre les méthodes d'interrogatoire impliquant la torture ou, à tout le moins, de graves sévices? Les témoignages les plus objectifs nous obligent à penser que ces méthodes ont revêtu un caractère systématique contre quoi nous nous élevons avec la plus grande énergie.

» Voyez-vous, dit-il encore, si j'emporte une impression dominante des entretiens que nous venons d'avoir, c'est celle de l'effondrement des autorités en qui doit s'incarner l'autorité de l'État. Qui commande en Algérie? Et qui obéit? »



Jourdes/Paris-Match

« Le drame que vit l'Algérie peut creuser un gouffre tragique entre chrétiens et musulmans. » (Marc Boegner.)



Coll. Nouvelon

A gauche : l'aumônier J.-P. Goetz. *A droite* : l'aumônier en chef Nouvelon. Leur tâche est difficile.

En accusant les autorités de faire une guerre policière, les délégués aux Journées d'étude nord-africaines soulevèrent l'indignation de nombreux protestants d'Algérie. Et certains allèrent jusqu'à crier à la trahison.

Le conseil presbytéral de la paroisse de l'Agha (Alger), de son côté, rédigea une motion au conseil régional au sujet du message de confiance adressé au général de Gaulle par le conseil de la Fédération protestante de France au moment des barricades. Il écrivit :

« Le conseil presbytéral [...] voit dans la teneur de ce message au chef de l'État une prise de position [...] qu'un corps qui passe pour représenter l'ensemble du protestantisme français, et par conséquent algérien, ne pouvait exprimer officiellement sans franchir la limite de ses attributions. »

la paroisse de l'Agha a

Chapelle de Colomb-Béchar. En 1960, l'Église réformée ▶ comptait environ 6 000 fidèles rattachés et l'aumônerie militaire 10 000 soldats, dont 5 000 légionnaires.

La politique aux politiciens et la guerre à l'armée. Quant à l'Église et à ceux qui la représentent, de nombreux protestants pensent qu'ils n'ont pas à s'en mêler, que c'est à eux de prendre leurs responsabilités et non à l'Église de leur dire ce qu'ils doivent faire ou de couvrir de son autorité une certaine tendance.

L'Église protestante, en fait, a toujours laissé une grande autonomie, et aux fidèles et aux paroisses. Il est donc inévitable que des divergences se manifestent, qu'il n'y ait que rarement unanimité.

Un drame de conscience

Où est la vérité, d'ailleurs? Du côté de ceux qui, en tant que chrétiens, refusent de prendre position? Ou du côté de ceux qui, au nom de la foi et de l'amour chrétiens, s'engagent dans un camp ou dans un autre?

Le conflit n'est pas seulement au sein de l'Église. Il est aussi dans la conscience de l'homme, déchiré entre sa volonté d'authenticité chrétienne et les positions politiques qu'il croit devoir prendre au nom même de sa foi.

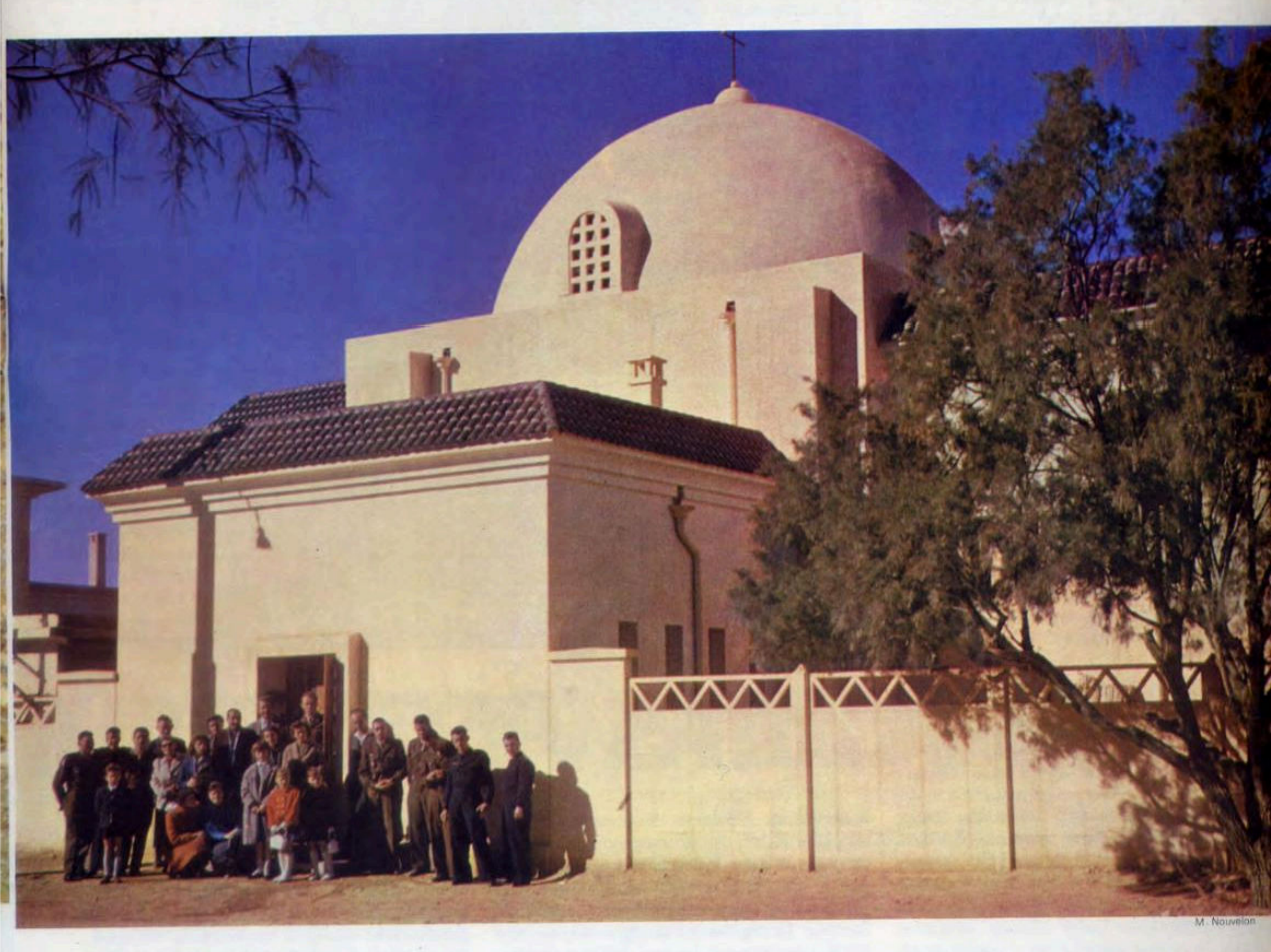
Quelles que fussent leurs opinions personnelles, même favorables à l'indépendance, les pasteurs, pour maintenir l'unité de leur communauté, se rendirent, vis-à-vis de l'extérieur, totalement solidaires de leurs paroissiens. Alors, devant cette situation, l'Église de France, parfois d'ailleurs sur la demande de celle d'Algérie, choisit souvent de se taire plutôt que de creuser davantage le fossé entre les deux communautés.

Elle se borna à condamner les tortures et les représailles et, à partir de 1959, à encourager les efforts des négociations. Son ministère fut orienté surtout vers le soutien d'actions concrètes, telles les entreprises Cimade, les missions, les visites aux camps d'internement et aux centres de regroupement.

Dans les camps d'internement, des pasteurs faisaient des visites très régulières, ce qui permit de maintenir le dialogue avec les musulmans.

Elle appuya également certaines démarches entreprises par l'Église d'Algérie auprès des autorités.

« En fait, écrivait le président du conseil régional dans son rapport au synode de 1961, nous avons adopté toutes ces dernières années une attitude de solidarité civique à l'égard de l'État français, laissant à la responsabilité de chacun la liberté de prendre position dans le cadre de cet État et usant nous-mêmes, en tant qu'Église,



M. Nouvelon

de notre liberté évangélique pour dialoguer avec les autorités. »

Déjà, après les émeutes et les représailles de Sétif, en 1945, l'Église réformée d'Algérie s'était adressée aux autorités pour protester. Puis, le 10 avril 1956, dans un message qui fut retransmis par la radio d'Alger, le conseil régional déclara :

« Partageant la détresse des habitants de l'Algérie meurtrie, sans se prononcer sur aucune solution politique [...], conscient que le rôle de l'État est d'établir l'ordre, même par la force, pour le bien général, bouleversé par les cruautés des rebelles, mais ne pouvant admettre l'emploi de la torture comme méthode d'interrogatoire, il supplie les autorités de protéger la vie des hommes de la façon la plus humaine possible. »

Pendant toute la durée du conflit, les démarches de l'Église d'Algérie, publiques ou privées, furent nombreuses.

Elles furent provoquées non seulement par l'emploi de la torture envers les musulmans, puis envers les Français de l'O.A.S., mais aussi par les représailles collectives, les conditions de vie dans les centres de regroupement et les camps d'internement pour rebelles, puis pour membres de l'O.A.S., les disparitions, puis les enlèvements.

Les responsables de l'Église prirent contact avec les autorités.

A partir d'avril 1962, des entrevues eurent lieu avec des responsables du F.L.N. ainsi qu'avec des membres de l'exécutif.

Serviteur et étranger

La plupart de ces démarches demeuraient quasi confidentielles, la masse des fidèles n'en était pas informée, ou l'était longtemps après. Parfois même, les synodes n'étaient pas avertis, par crainte de choquer inutilement certains membres.

Ces démarches étaient généralement faites à titre individuel, même si celui qui les effectuait représentait l'Église aux yeux des autorités, tel le président du conseil régional, ou les pasteurs de Constantine et d'Oran.

Le plus souvent, ces responsables trouvèrent en face d'eux des interlocuteurs prêts au dialogue, à condition qu'il fût mené de bonne foi et d'un point de vue réaliste. Mais ils rencontrèrent aussi, chez certains militaires français et algériens, l'espoir d'utiliser l'Église à des fins politiques.

Quelques années plus tard, réfléchissant à ce que fut leur Église en Algérie de 1954 à 1962, un certain nombre de pasteurs et de laïcs en arriveront à la conclusion suivante :

« L'Église se doit de juger le monde, ses rapports de force, son évolution, pour y vivre sa foi d'une façon significative. Elle doit préparer ses membres à toutes les fidélités, même les plus coûteuses : quitter la place plutôt que de se défendre avec des moyens condamnables; être persécuté plutôt que persécuteur; accepter, enfin, d'être pauvre, humilié, serviteur et étranger si c'est ainsi que le témoignage doit être rendu. »

Ce fut l'état auquel parvint, sous la pression des événements, l'Église d'Algérie à la fin de la guerre. H

Liliane CRÉTÉ



R. Freyburger

Avec le concours du ▶ génie, les transmetteurs déroulent et enterrent de la quarte. La ligne téléphonique reliera Aïn-Sefra à Méchéria. D'autres chantiers s'ouvriront le long de la frontière.



Désarmement d'un ▶ poteau saboté par le F.L.N. sur la ligne Relizane-Tiaret. Le travail est effectué par une section de la 2ᵉ compagnie du 152ᵉ bataillon. Une journée de travail parmi tant d'autres.

◀ En Oranie, réparation de la ligne téléphonique Relizane-Tiaret. Un travail qui prendra des mois. Les trente-trois fils de la ligne ne restent pas longtemps intacts. A l'époque, le F.L.N. est très actif et les sabotages sont nombreux. Les hommes du 152ᵉ bataillon des transmissions ont fort à faire.



Photos R. Freyburger

◀ Un poteau a été scié par le F.L.N. et va être remplacé. Mais dans cette zone de Zemmora, près de Relizane, la ligne sera de nouveau détruite. Bien souvent, les monteurs de lignes ne sont pas protégés par une autre unité. Les hommes du 152ᵉ B.T. doivent alors assurer eux-mêmes leur protection.

CES SOLDATS PERCHÉS S

APRÈS sept semaines au quartier Haxo, à Épinal, nous sommes envoyés au quartier Varaigne à la 6ᵉ compagnie du 1ᵉʳ bataillon du 18ᵉ régiment d'instruction des transmissions. C'est là que les monteurs L.A.F. (lignes aériennes fixes) font leur stage. Nous apprenons en salle de cours la nomenclature du matériel, la charge de rupture du fil, le calcul de la flèche, les dimensions des poteaux, les noms et numéros des appuis. Sur le terrain, nous creusons des trous et implantons des poteaux que nous armons ensuite. Les appuis sont espacés de 50 mètres en dehors des agglomérations, au lieu de 35 m en agglomération, le fil a un diamètre supérieur et tout l'armement est plus grand que dans une localité. La fin du stage est sanctionnée par un examen pour l'obtention du brevet de monteur, le « 112 », et du brevet de chef d'équipe de ligne fixe, le « 212 ».

Nous sommes également nombreux à être élèves gradés. Au bout de quatre mois de formation, nous avons droit à une permission A.F.N. de sept jours; puis c'est le départ pour l'Algérie.

Nous sommes affectés au 152ᵉ bataillon des transmissions, stationné à Oran et dont plusieurs sections L.A.F. se trouvent dans le bled, à Mascara, à Zemmora, à Relizane.

Personnellement, je suis envoyé à la 3ᵉ section L.A.F. au camp du G.T. 509 à Relizane. Plusieurs de mes camarades du 18ᵉ R.I.T. m'accompagnent. Avant de monter dans les camions, nous échangeons notre couchage contre un fusil MAS 36, 90 cartouches et un chapeau de brousse. Le capitaine Freitag, commandant notre compagnie, nous fait, avant le départ, des recommandations de bon père de famille. Notre convoi est composé de deux camions, chargés de matériel, et de l'escorte. Qu'allions-nous découvrir? Pas l'Algérie comme nous nous la représentions. En guise de chameaux, des mulets lourdement chargés. A la place de palmiers dans le sable, des vignobles, des plantations d'orangers et d'oliviers.

A dos d'homme

Après un voyage sans embûches et dès l'arrivée à notre nouveau domicile, la « fabrication de meubles » à partir de caisses commence. Il faut d'abord s'organiser. Chacun touche son couchage et sa place sous la guitoune. Nous prenons nos repas au G.T. 509. La cuisine est bonne et nous mangeons à notre faim. Exempts de corvées, nous fournissons cependant des sentinelles pour la garde.

Notre travail : réparer les lignes téléphoniques sabotées par les « rebelles ». Toutes nos journées sont identiques. Réveil à 6 heures. Le sergent crie : « Debout, les gars, au boulot! » A tour de rôle, nous allons chercher le jus aux cuisines et nous l'avalons avec un morceau de pain et du fromage. Les chauffeurs vérifient leur véhicule; les monteurs de ligne préparent leur matériel et le radio se rend au central du G.T. 509 pour demander certains renseignements concernant les appels, car il n'est pas question de partir pour le chantier sans notre poste 300 et notre A.N.G.R.C. 9.

Lorsque tous les hommes de la section sont rassemblés, après une dernière vérification des armes, nous nous installons dans les véhicules.

A 7 heures, rendez-vous avec l'escorte d'une autre unité et avec les civils des P.T.T. avec lesquels nous travaillons. L'automitrailleuse de l'escorte ouvre la route, suivie de la jeep du chef de section, puis des P.T.T.; le reste de la section (avec le matériel et les hommes armés) ferme le convoi. Après quarante-cinq minutes de route, nous arrivons sur le chantier. La protection s'organise. Chacun suit à la lettre les indications de son chef. La mitrailleuse est mise en batterie à tel endroit, le F.M. à tel autre.

Bien souvent, nous ne sommes pas protégés par une autre unité. Le radio reste à son poste, prêt à entrer en liaison avec le G.T. 509 en cas d'accrochage avec l'A.L.N. Le chef de l'équipe des P.T.T. distribue à chacun sa tâche. Les poteaux,



R. Freyburger

UR DES POTEAUX

déchargés des camions, sont portés à dos d'homme jusqu'au lieu d'implantation avec le matériel correspondant. Le travail commence. Deux hommes creusent les trous : l'un pioche, l'autre sort la terre à la pelle. Comme le trou doit être étroit mais profond, ils troquent à la fin leurs outils contre une barre à mine et une pelle-curette. Lorsqu'ils en ont terminé un, ils passent au suivant pendant que les autres équipes arment les poteaux de traverse, percent les trous pour les entretoises, taillent la pointe et la peignent en vert pour la protéger des intempéries.

L'implantation suit et, lorsque tous les appuis sont en place, nous commençons à fixer les consoles qui doivent supporter les fils. Un monteur, grimpé sur le poteau, tire à l'aide d'une corde les consoles accrochées par un camarade au sol. Enfin, nous déroulons le fil qui est monté sur l'isolateur de la même manière. A ce moment, sur chaque appui, un monteur attend son fil. A une extrémité de la ligne, à l'aide d'une moufle, on tire le fil. Celui-ci, une fois bien tendu, doit être ligaturé au signal du chef qui crie « Bon » en faisant de grands gestes, sa casquette à la main. Au premier appui on met une ligature, au deuxième un collier, au troisième une ligature, au quatrième un collier et au dernier, on raccorde l'ancien fil encore existant (de la ligne restée intacte) au nouveau par un manchon.

Le manchon est un tube en cuivre dans lequel on introduit à chaque extrémité les fils qui sont alors l'un sur l'autre, puis on torsade et on enlève la moufle. Nous procédons de cette manière jusqu'à ce que tous les fils se trouvent en place.

Midi arrive. Les civils mangent à la gamelle que leur a préparée leur épouse tandis que nous ouvrons notre boîte de ration. Lorsque le chantier n'est pas trop éloigné, les civils prennent leur repas à leur domicile et les militaires dans leur camp où un repas chaud est servi, puis le travail reprend.

Pour chaque déplacement, d'un poteau à l'autre, nous emportons notre arme. Quelles belles cibles pour d'éventuels tireurs de l'A.L.N. lorsque nous sommes sur nos perchoirs comme des perroquets! Vers 18 heures, retour au camp. Au dépôt des P.T.T., l'escorte, les civils et nous-mêmes nous séparons. Le lendemain, le même travail recommence. Le samedi matin, nous restons au dépôt des P.T.T. pour clouer sur les poteaux des feuillards, sorte de lamelles d'acier destinées à empêcher les « travailleurs nocturnes » de scier les appuis. Il y a aussi parfois du matériel à décharger à la gare. Les chauffeurs en profitent pour laver et réviser les véhicules.

Au bout de quelques mois, les lignes de la région sont achevées et nous changeons de « domicile ». Nous nous installons à Inkermann, où nous sommes en subsistance au 93e R.I. Les mêmes travaux recommencent. De temps en temps, de petits Arabes accourent des mechtas voisines pour nous offrir du café ou du thé, que nous acceptons avec plaisir; en échange, nous leur donnons des bonbons, des oranges ou « la pièce ».

Tortues, caméléons et aloès

Vers la fin de mon séjour, je suis envoyé, avec quelques camarades de la section, à Oran, où se trouve notre bataillon, et nous sommes alors dirigés sur Méchéria, détachés à la 154e C.T. Là, le travail change. Il s'agit d'enterrer le câble téléphonique. Un « bull » du génie tracte une espèce de charrue qui déroule et enterre la quarte. Comme la tranchée se referme mal, il faut la combler à la pelle. Nous sommes sept pour cette tâche. Ces lignes de téléphone relieront Méchéria à Aïn-Sefra. D'autres chantiers s'ouvrent ensuite pour relier entre eux les postes radars.

Quelques mois plus tard, nous sommes « relevés par les bleus » et nous rejoignons notre bataillon à Oran pour attendre la «quille ».

A Oran, les libérables se retrouvent. Les uns ont un chien qu'ils veulent emmener en France, les autres des tortues, des lézards, des caméléons. Pour ma part, j'emporte, en souvenir de l'Algérie, une jaunisse..., trois caméléons, qui « se feront la valise, comme les autres ils disent », trois tortues que j'offrirai à mon jeune frère Patrick et des aloès à planter dans le jardin de mes parents. H

Roland FREYBURGER



R. Freyburger

Oran. Mai 1959. Les ▶ fêtes anniversaires du 13 Mai approchent. Le 152e B.T. monte une enseigne lumineuse, FRATERNITÉ, sur le fort de Santa Cruz, le *bordj el-djebel* des indigènes, un ouvrage restauré sous Napoléon III, qui couronne le pic d'Aïdour.

Picou/Afrique-photo

LES JEUX SONT FAITS

NOVEMBRE 1960. La guerre d'Algérie entre dans sa septième année et, tant en France qu'à l'étranger, elle est devenue l'un des principaux sujets de préoccupation. L'O.N.U., les gouvernements, les partis politiques, les autorités morales et religieuses... Un concert, où les instruments grincent souvent, s'élève de toutes parts autour de ce mal qui ronge et divise la France.

De Gaulle prononcera le 4 novembre une importante allocution radiodiffusée et l'on s'attend qu'il précise à cette occasion les propos tenus lors de la dernière « tournée des popotes » sur « l'Algérie algérienne », propos qui ont provoqué de sérieux remous dans l'armée et chez les activistes. Que dira-t-il exactement cette fois ? Partout on s'interroge.

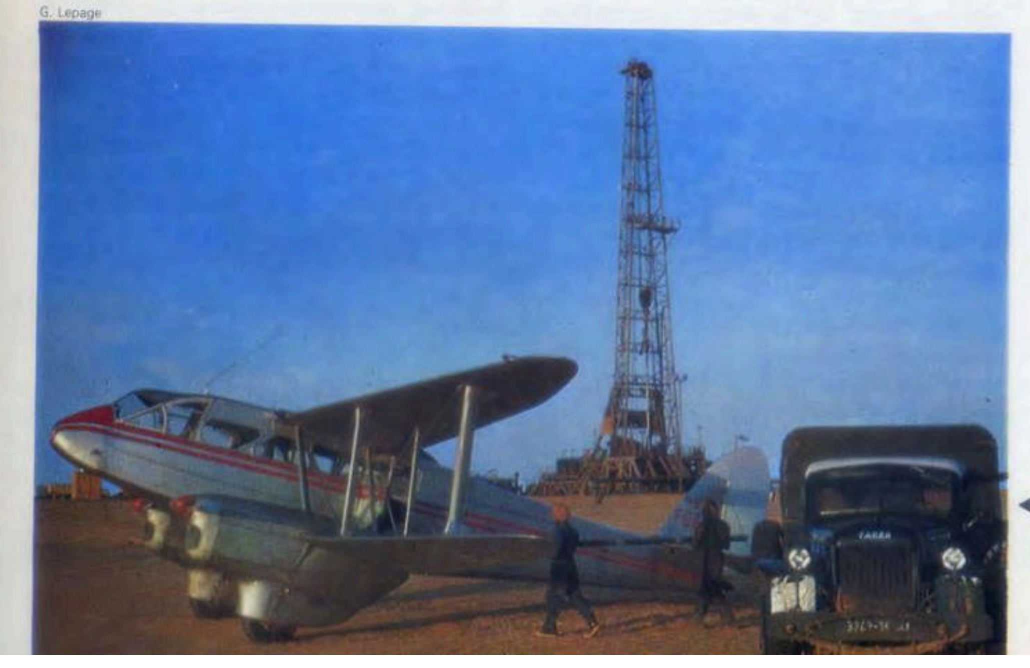
Les tenants de l'Algérie française redoutent qu'il ne fasse un pas de plus en direction de « l'abandon ». Les dernières déclarations du général, celles qu'il a faites il y a quelques jours, alors qu'il présidait un déjeuner offert au château de Rambouillet aux membres des bureaux des assemblées, ne suffisent pas à les rassurer.

A un parlementaire qui exprimait le sentiment que l' « Algérie algérienne » aboutirait inévitablement à l'indépendance, il avait répliqué avec vivacité qu'il n'accepterait en aucun cas cette hypothèse. « L'armée ne l'admettrait pas », avait-il dit, ajoutant que si, contre son gré, et surtout malgré les perspectives qu'il entrevoyait actuellement, il devait en être ainsi, il n'aurait plus sa place à la tête de l'État et retournerait à Colombey.

En fait, dans la confusion des esprits et des situations, dans l'incertitude des intentions dernières ou des arrière-pensées des uns et des autres, nul n'ose pronostiquer un prompt règlement. Personne ne se hasarde à contredire Guy Mollet lorsque, rappelant la complexité du drame, il déclare : « La solution n'apparaît ni claire ni prochaine. »

En attendant que le général parle, une intense activité politique règne dans les

G. Lepage

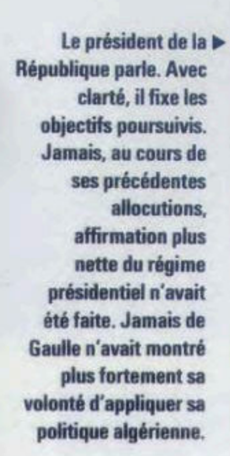


◄ Au Sahara, chargement de tubes dans un DH 89. Le pétrole saharien : une richesse immense que de Gaulle a toujours eu l'intention de conserver à la France.

◀ Tananarive, capitale de Madagascar. Au cours de son allocution du 4 novembre, de Gaulle rappellera que treize républiques africaines ainsi que la République malgache, ont accédé à la souveraineté internationale avec le concours de la France au cours de l'année.







Le président de la ▶ République parle. Avec clarté, il fixe les objectifs poursuivis. Jamais, au cours de ses précédentes allocutions, affirmation plus nette du régime présidentiel n'avait été faite. Jamais de Gaulle n'avait montré plus fortement sa volonté d'appliquer sa politique algérienne.





Photos coll. particulière

capitales intéressées à l'évolution du problème. A Paris, dans la grande salle d'assises de la Seine, aux lourdeurs second Empire, s'ouvre, devant le tribunal des forces armées, le « procès des barricades », encore appelé « procès du complot d'Alger ».

Au colloque de Vincennes, auquel participent notamment Soustelle, Bidault, Morice, Duchet, Bourgès-Maunoury, les orateurs attaquent violemment le général de Gaulle. Dans la motion adoptée, ils affirment de nouveau avec force : « Les conditions réelles d'une paix durable en Algérie impliquent le maintien de l'Algérie et du Sahara dans la République française et dans la souveraineté française. La vraie paix, c'est-à-dire la sécurité dans l'ordre et le progrès social, dans la prospérité économique, ne peut régner en Algérie que dans la France et par la France. La perte de l'Algérie signifierait l'Europe investie, tournée par le sud et en danger de mort, et serait non pas la paix mais la guerre subversive et généralisée. »

Dans une lettre pastorale, Mgr Feltin, archevêque de Paris, condamne en sa qualité de vicaire aux armées, les excès dans les actions de guerre ainsi que la torture lors des interrogatoires et les exécutions sommaires. L'assemblée du protestantisme français, qui se tient à Montbéliard, lui fait écho sur ces points. Elle donne mandat au pasteur Boegner d'effectuer une démarche — si possible en commun avec les hautes autorités religieuses du pays — auprès du chef de l'État aussi bien que des responsables du nationalisme algérien, afin qu'une trêve soit proclamée le plus rapidement possible.

Cette double préoccupation : trouver une solution au conflit et dénoncer les excès nés de la guerre, marque également les travaux de deux autres assemblées : le conseil national de la J.O.C. et le congrès de l'Éducation nationale.

En Algérie, le dispositif de sécurité est renforcé en prévision d'une éventuelle recrudescence du terrorisme à l'occasion de l'anniversaire de la rébellion. Des précautions supplémentaires sont prises aux frontières. A Alger même, l'annonce de la prochaine allocution du général a provoqué une vive effervescence.

De Gaulle parle

A Tunis, lors d'un meeting célébrant l'événement, Ferhat Abbas, qui a multiplié ces temps derniers les interviews consacrées surtout à l'aide des pays de l'Est, exhorte les Algériens à « arracher » cette indépendance qui ne s'offre pas. Il rappelle aussi, dans la perspective qui est celle du G.P.R.A., les « occasions manquées » de régler le conflit. Et il ajoute : « Nous n'allons pas déposer les armes sur de vagues promesses d'une autodétermination dont l'application est confiée à une armée, à une administration et à une police qui en condamnent le principe même. »

A Casablanca, autre meeting, toujours pour le sixième anniversaire de la rébellion, avec le prince Moulay Hassan et Krim Belkacem cette fois, un Belkacem qui clame : « Nous éjecterons les Français quatre par quatre! »

Salan, qui joue au touriste en Espagne, déclare : « Nous devons rester en Algérie pour sauvegarder l'essence même de la religion. » Un peu plus tard, il ajoute, menaçant : « Je défendrai l'Algérie française, quels que soient ceux qui s'y opposent. » C'est le moment que choisissent treize députés musulmans pour demander au chef de l'État français que des pourparlers soient engagés sans tarder avec le G.P.R.A. sur les conditions de l'autodétermination.

A la veille de l'allocution du général, André Mandouze écrit dans *le Monde :* « Tous les Français, à commencer par les gaullistes, espèrent que la déclaration du 4 novembre proposera une issue à l'impasse dans laquelle nous a enfermés celle du 5 septembre.

Droit devant sa table, sous les ors de l'Élysée, les poings à demi fermés sur le buvard, les yeux qui cillent sous les feux des projecteurs, de Gaulle parle. Il parle de cette voix aux accents rauques, qui s'enfle, s'éraille, grasseye par moments. Il dépeint d'abord la France telle qu'il la voit sur l'échiquier mondial en cette fin de l'année 1960.

« Eh bien, oui! nous vivons, comme on dit, « de notre temps », un temps qui, pour être chargé de promesses, n'en est pas moins rude et dangereux. Tandis que le progrès de la science et de la technique ouvre à notre pays des horizons de développement dont les limites reculent tous ▶

un chemin qui mène à l'Algérie algérienne

les jours, la France se voit tout à la fois exposée à la menace des totalitaires et confrontée avec les graves problèmes qui lui sont posés en Afrique. »

Le président de la République évoque l'immense évolution qui se produit partout dans le monde, évolution qui ne peut manquer de concerner la France « comme le phare avancé est battu par la marée ». Il parle ensuite du « génie libérateur de la France, qui l'a conduite à émanciper des populations qui jusqu'alors dépendaient d'elle » : la Tunisie, le Maroc (« Il est vrai que le résultat ne fut atteint, dit-il, qu'à travers des péripéties fâcheusement mouvementées »), les treize républiques africaines, la République malgache... Et le chef de l'État d'aborder le problème algérien.

« Reste à régler l'affaire algérienne, pendante depuis cent trente ans, déclare-t-il en guise de préambule. A toute époque, il faut en convenir, nos pouvoirs publics s'y étaient, dans l'ordre politique, tenus à l'immobilisme, d'autant que deux communautés profondément différentes cohabitaient en Algérie, que le caractère, la religion, la misère de la masse nous la rendaient difficilement pénétrable, que des craintes et des intérêts faisaient barrage à l'évolution, que ce pays n'avait jamais été une nation ni un État et manquait de cadres autochtones.



Bellee

« Une Algérie émancipée »

De Gaulle parle alors du chemin nouveau qu'il a décidé de suivre au nom de la France :

« Ce chemin, lance-t-il, conduit non plus à l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'ALGÉRIE ALGÉRIENNE. Cela veut dire une Algérie émancipée, une Algérie dans laquelle les Algériens eux-mêmes décideront de leur destin, une Algérie où les responsabilités seront aux mains des Algériens, une Algérie qui, si les Algériens le veulent — et j'estime que c'est le cas —, aura son gouvernement, ses institutions et ses lois. »

Ce que sera cette Algérie de demain? « Elle pourra être bâtie ou bien avec la France, ou bien contre la France, dit de Gaulle. Celle-ci, je le déclare une fois de plus, ne s'opposera pas à la solution, quelle qu'elle soit, qui sortira des urnes. Si ce devait être la rupture hostile, nous ne nous acharnerions certainement pas à rester de force aux côtés de gens qui nous rejetteraient, ni à engouffrer dans une entreprise sans issue et sans espoir des efforts et des milliards dont l'emploi est tout trouvé ailleurs.

» Nous laisserions l'Algérie à elle-même, poursuit de Gaulle, tout en prenant, bien entendu, les mesures nécessaires pour sauvegarder, d'une part, ceux des Algériens qui voudraient rester français, d'autre part, nos intérêts. Mais si — ce que je crois de tout mon cœur et de toute ma raison — il devait s'agir d'une Algérie où les communautés musulmane et française de souche coopéreraient avec les garanties voulues, d'une Algérie qui choisirait d'être unie à la France pour l'économie, la technique, les écoles, la défense, comme cela est de bon sens, alors nous fournirions à son développement matériel et humain l'aide puissante et fraternelle que nous seuls pouvons lui donner. »

Le général rappelle ensuite qu'il n'a jamais cessé de proposer aux dirigeants de l'organisation extérieure de participer « sans restriction » aux pourparlers relatifs aux modalités de l'autodétermination, à l'organisation de la consultation future, à la campagne qui se déroulera librement sur ce sujet, enfin au contrôle du scrutin. Mais il demande qu' « au préalable on se mette d'accord pour cesser de s'entretuer ».

Il poursuit à ce propos : « Afin que la sincérité du vote puisse être largement constatée, j'ai invité, par avance, les informateurs du monde entier à assister à l'opération. Mais les dirigeants rebelles, installés depuis six ans en dehors de l'Algérie et qui, à les entendre, le seront encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, LAQUELLE EXISTERA UN JOUR, mais n'a encore jamais existé.

» A ce titre qui les engage de façon arbitraire et malencontreuse, dit le président de la République, ils prétendent ne faire cesser les meurtres que si, au préalable, eux seuls ont fixé avec nous les conditions du futur référendum — ce qui serait évidemment très extensif — comme s'ils étaient la représentation de l'Algérie tout entière. Tout se passerait donc comme s'ils étaient désignés d'avance et désignés par moi-même comme les gouvernants de l'Algérie. Encore exigent-ils qu'avant le vote je m'engage à ramener l'armée dans la métropole. Dès lors, leur arrivée à Alger dans de pareilles conditions ferait de l'autodétermination une formalité dérisoire et, même s'ils ne le voulaient pas, jetterait le territoire dans un chaos épouvantable. Ce serait sans aucun doute au seul et rapide bénéfice des empires totalitaires. »

Izis/Paris-Match



Mgr Feltin, vicaire aux armées : il condamne la torture.

De Gaulle enchaîne en affirmant que, sous une telle égide, c'est vers l'Algérie soviétique que les dirigeants rebelles sont



◄ Aïn-Tanatmat : le douar et le silo. L'œuvre de la France en Algérie fut loin d'être négligeable. Et l'on ne peut comprendre les sentiments des Français d'Algérie si l'on oublie leur attachement à un pays qu'ils considéraient comme leur parce qu'ils y travaillaient souvent depuis trois ou quatre générations. Ils étaient incapables, dans cette optique, de ne pas ressentir un...

... sentiment de révolte ► en imaginant une « Algérie algérienne » et, plus encore, une « République algérienne » dirigée par et avec les « Arabes ». La fin de l'Algérie française anéantit leurs derniers espoirs. *(Photo):* A Burgat, la maison d'un bonheur qu'on a trop longtemps oublié de partager.



Bellee

entraînés. Il ne renonce pas, dit-il, à l'espérance qu' « un jour, le bon sens finira par l'emporter et que des négociations générales s'ouvriront ». Et il assure que « ce qui a été commencé sera continué et développé de telle sorte qu'en fin de compte la responsabilité des affaires de l'Algérie soit, à tous les étages, assumée par les Algériens ».

Le général évoque alors les répercussions, au-dedans et au-dehors, de sa politique algérienne : « Certains éléments, dit-il, tendent à créer chez nous, autour de cette grande entreprise, un tumulte qui pourrait troubler l'opinion. C'est ainsi que deux meutes ennemies, celle de l'immobilisme stérile et celle de l'abandon vulgaire, s'engagent et se ruent dans des directions opposées, mais dont chacune conduirait l'Algérie d'abord, la France ensuite, à la catastrophe.

» D'autre part, poursuit-il sur le même sujet, tandis que l'univers est composé pour un tiers de peuples écrasés sous le joug totalitaire, tandis que l'empire soviétique, qui est la puissance la plus terriblement impérialiste et colonialiste que l'on ait jamais connue, travaille à étendre partout sa domination, tandis que la Chine communiste s'apprête à prendre sa relève, tandis que d'énormes problèmes raciaux agitent maintes régions de la terre, et notamment l'Amérique, on voit, cela va de soi, s'élever contre la France, au sujet de l'affaire algérienne, maintes déclarations menaçantes de la part des oppresseurs de l'Est, mais on voit aussi, parfois, dans le monde libre paraître des commentaires tendancieux.

» Devant ces essais d'agitation psychologique du dedans et du dehors, jamais un État solide et résolu ne nous fut plus nécessaire. Il est très clair qu'aujourd'hui une France atteinte à la tête glisserait vers le chaos. »

C'est tout pour l'Algérie. Le reste de son allocution, de Gaulle le consacre à l'État, au gouvernement — « qui remplit sa tâche avec une capacité, une honnêteté et un dévouement exemplaires » —, au rôle du chef de l'État, à la Constitution.

Il conclut :

« La France n'est pas à la dérive. La République est debout. Les responsables sont à leur place. La nation sera, s'il le faut, appelée à juger et à trancher dans ses profondeurs... »

Derrière la caméra

Depuis le retour du général « aux affaires » en 1958, c'est toujours le même technicien, Robert Prioux, remarquable professionnel autant qu'excellent confrère, qui filme le président de la République pour l'O.R.T.F. De Gaulle n'en veut pas d'autre. Prioux est de tous les voyages en province et à l'étranger. Avant tout le monde, il entend de Gaulle énoncer les décisions qu'il a prises au nom de la France. Et chaque fois, le cameraman de confiance de l'Élysée ne peut se départir d'un certain trac. Ce 4 novembre, Prioux est là derrière la caméra. Le général, sur le visage duquel le maquilleur a badigeonné le fond de teint de rigueur, s'assied, ses papiers — qu'il ne regardera pas pendant toute son allocution — posés devant lui. Il s'éclaircit la voix :

— Je suis prêt, Prioux, vous pouvez commencer.

— C'est bon pour l'image. Pourrions-nous faire un essai de son, mon général ?

— Certainement, Prioux, certainement.

De Gaulle marque une pause. Puis il articule, détachant les syllabes :

— La France... Ça va, Prioux ?

— Excellent, mon général. Nous y allons.

L'enregistrement terminé, Robert Prioux le fait entendre au chef de l'État et à ses collaborateurs directs. Il y a là, autour de lui, René Brouillet, son directeur de cabinet, Geoffroy de Courcel, secrétaire général de la présidence, et Bernard Tricot, son conseiller pour les affaires algériennes.

Attentif, de Gaulle écoute sa voix sortir de l'appareil.

— Eh bien, cela me semble aller, dit-il.

Et il sort. Ses trois collaborateurs demandent à Prioux de leur repasser deux morceaux de l'allocution.

« ... Ce chemin conduit non plus à ►



A.G.I.P.

« Ayant repris la tête de la France, j'ai, comme on le sait, décidé en son nom de suivre un chemin nouveau... »



Coll. particulière

... et de Gaulle a été emporté par son verbe

l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'ALGÉRIE ALGÉRIENNE, cela veut dire une Algérie émancipée, une Algérie dans laquelle les Algériens eux-mêmes décideront de leur destin, une Algérie où les responsabilités seront aux mains des Algériens. »

Et encore : « ... Mais les dirigeants rebelles installés depuis six ans en dehors de l'Algérie et qui, à les entendre, le seront encore pour longtemps, disent être le gouvernement de la République algérienne, laquelle EXISTERA UN JOUR, mais n'a encore jamais existé. »

« République algérienne »... Ces deux mots ne figurent pas dans le texte initial. Le général les a prononcés emporté par son verbe. Brouillet, Tricot et Courcel sont préoccupés. L'heure est-elle bien venue d' « annoncer la couleur », de dire aux Français que tout cela, que toutes ces longues années de lutte se termineront inévitablement par cette République algérienne, cauchemar des pieds-noirs, épouvantail pour une partie de la population et pour une certaine frange de l'armée? Quelles seront demain les répercussions d'un pareil discours?

Que faire? Les collaborateurs du général s'interrogent longuement. Et ils décident de faire part de leur appréhension au général. Celui-ci les écoute, réfléchit et demande : « Pouvons-nous, pour éviter de recommencer l'enregistrement, couper les deux membres de phrase qui risquent de faire hurler? »

La phrase fatidique

On interroge Prioux et les techniciens, qui attendent dans un salon voisin.

— C'est possible pour la bande destinée à la radio. Ça ne l'est pas pour le film qui doit passer à la télévision.

— Dans ces conditions, je laisse courir, déclare de Gaulle.

Rue de Lille, Michel Debré a très vite connaissance de la teneur de l'allocution qui passera à 20 heures sur l'antenne. Il est encore plus inquiet. Il imagine une nouvelle explosion à Alger, cette ville traumatisée, aux nerfs à vif, lorsqu'on lui jettera comme un défi cette République algérienne tant redoutée.

Le premier ministre convoque d'urgence Paul Delouvrier, qui est de passage à Paris.

« C'est grave, lui dit-il. De Gaulle va aller jusqu'au bout, ce soir. Il annoncera l'avènement inévitable de la République algérienne... Il faudrait l'en dissuader. Moi, il ne m'écoutera pas. Je sais que ce n'est pas commode, mais si quelqu'un peut le faire revenir sur sa décision, c'est vous et vous seul. Vous devez tenter la chose, Delouvrier. »

Ce n'est pas commode, en effet. Delouvrier est bien placé pour le savoir. On ne fait pas revenir de Gaulle sur une décision... Enfin, il doit y aller quand même. Michel Debré l'en presse, l'en supplie presque... Il ira. Il se rend donc à l'Élysée, où Geoffroy de Courcel, mis au courant de sa démarche, lui dit : « Je suis certain que vous ne ferez pas changer d'avis le général. Il a pris longuement le temps de la réflexion avant de se décider à prononcer cette phrase. Le texte est à présent enregistré. Il n'y changera rien, soyez-en persuadé. »

L'anxiété au cœur, Paul Delouvrier quitte les lieux. Le soir, à 20 heures, il est lui aussi devant le récepteur où il entend tomber de la bouche du général la phrase fatidique qui ne peut manquer de secouer rudement le navire. Mais cette fois, le délégué général est impuissant. Les dés sont jetés. Ils roulent...

Le général de Gaulle avait laissé prévoir que, le moment venu, il s'engagerait à fond. C'est fait. Au lendemain de son allocution, les commentateurs relèvent que, procédant, à son habitude, de discours en discours, par approches successives, le président de la République a confirmé et précisé les déclarations qu'il avait faites au cours de la dernière « tournée des popotes », puis lors de son récent voyage dans le sud-ouest de la France.

Certes, le chef de l'État avait déjà lancé la formule « Algérie algérienne ». Mais aujourd'hui, c'est à la nation, et solennellement, qu'il affirme que cette politique est la seule que de Gaulle entend appliquer, avec ou sans le F.L.N.

L'allocution du général suscite dans les milieux politiques français, en Algérie et dans le reste de l'Afrique du Nord, à l'étranger enfin, de nombreuses réactions, parfois vives, qui confirment l'impression profonde qu'elle a produite.

A Paris, l'orientation donnée à la politique algérienne provoque, comme on pouvait s'y attendre, une levée de boucliers des partisans de l'Algérie française. « Une suite de propos dénués de cohérence!... Exécrable, pire que jamais!... », déclare Georges Bidault.

Le Front de l'Algérie française (1) affirme que « la position du chef de l'État donne au F.L.N., battu sur le plan militaire, une espérance nouvelle et loin de hâter l'avènement de la paix, relance une fois de plus une guerre qui serait terminée depuis longtemps si l'idéal du 13 mai 1958 n'avait pas été trahi ». Le F.A.F. « se refuse à admettre que des milliers de soldats français soient morts pour une République algérienne et déclare solennellement qu'il s'opposera à la création d'une République algérienne ».

Les élus musulmans, dans l'ensemble, se reprennent à espérer : « Il n'y a plus d'équivoque possible », dit Ali Malem. L'U.N.R. renouvelle son adhésion inconditionnelle, tandis que le centre et la S.F.I.O. approuvent la « solution algérienne ». Enfin, l'opposition de gauche s'élève contre les contradictions qu'elle constate entre les propos et les actes, sans que la portée de ces critiques soit comparable à la violence des réactions de l'extrême droite.

(1) Ex-F.N.F.

14 juillet 1960. Cet enfant de quatre ans, fils d'un gendarme mort au combat, reçoit pour son père la médaille militaire. Sacrifié à quelle cause ? ▶

Geoffroy de Courcel : craignant les réactions d'Alger en entendant la phrase fatidique du général de Gaulle, il aurait aimé que son enregistrement fût recommencé. ▶

Keystone





Marguerite Sy

A Alger, c'est d'abord la consternation. « Déception », « amertume », « inquiétude », sont les trois mots qui reviennent sous la plume des observateurs. Les Européens comprennent que le processus qui mène à l'Algérie algérienne se précise. Et ils estiment que le discours du 4 novembre ne contient pas les assurances et les garanties qu'ils attendaient. Les musulmans, s'ils enregistrent de nouveaux éléments positifs quant à l'avenir, observent cependant qu'aucune ouverture nouvelle n'apparaît quant à la procédure qui permettrait de proches négociations sur le cessez-le-feu.

Les regards se tournent vers la seule force dont l'importance et l'influence soient restées intactes : l'armée, la « troisième communauté », selon le mot d'un haut fonctionnaire. Mais c'est un silence prudent qui, de ce côté-là, répond à l'allocution présidentielle.

Ce que l'on peut en percevoir — à l'écart des opposants irréductibles que les paroles du général confirment dans leur hostilité — c'est que les militaires sont partagés entre l'incertitude où ils demeurent des intentions ultimes du chef de l'État et le besoin d'adapter leurs actions aux perspectives qu'il vient de définir. Cela, en veillant à ce que les « limites de l'honneur » ne soient pas franchies, pour reprendre le mot d'un officier supérieur. Mais ces limites sont-elles les mêmes pour tous?

Pour l'un de ces militaires, et non le moindre, les limites en question viennent d'être franchies : au lendemain du 4 novembre, le maréchal Juin rompt brutalement et publiquement avec le général de Gaulle, son camarade de promotion, auquel le liait une amitié de cinquante ans, amitié qui, il est vrai, subit une éclipse entre 1940 et 1942.

Le maréchal passe dans l'opposition

Le maréchal passe donc dans l'opposition à la politique du président de la République. Beaucoup voient dans son geste une caution donnée solennellement, en qualité de plus haut dignitaire de l'armée française, à tous les clans ultras et activistes qui, pour défendre l'Algérie française, tentent d'ébranler la discipline dans l'armée et l'administration et de faire échec au pouvoir.

Il faudra quelques jours pour que le trouble provoqué dans l'administration par les propos du chef de l'État se manifeste.

La démission d'André Jacomet, secrétaire général de l'administration en Algérie et bras droit de Paul Delouvrier — ainsi que celle, attendue, de deux autres hauts fonctionnaires — va mettre en relief le malaise ressenti dans les hautes sphères au lendemain de cette allocution.

Quand le général de Gaulle mettra-t-il en application le plan d'action qu'il a défini dans son discours du 4 novembre? Comment s'y prendra-t-il pour faire « avaler la pilule » aux opposants? Sur ces deux questions reposent à présent les craintes des uns, les espoirs des autres, l'attente de tous. L'attente, une fois de plus... Alger attend à présent que quelque chose se manifeste à Paris. Les activistes attendent que les fonctionnaires et l'armée se dégèlent. Les ministres attendent les initiatives de l'Élysée... H

Pierre-Albert LAMBERT

Suarez

ALGER REPRIS PAR LA FIÈVRE

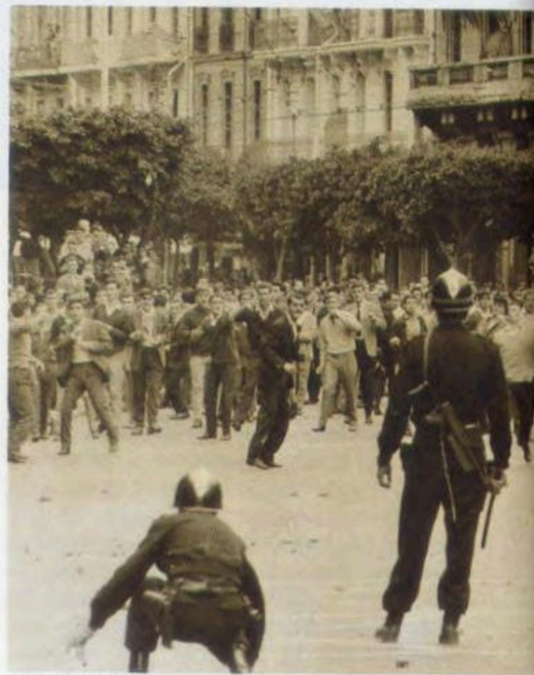
« AYANT repris la tête de la France, j'ai décidé en son nom de suivre un chemin nouveau. Ce chemin conduit non plus à l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'Algérie algérienne. Cela veut dire une Algérie émancipée... Une Algérie qui, si les Algériens le veulent — et j'estime que c'est le cas — aura son gouvernement, ses institutions et ses lois. »

Au soir du 4 novembre, cette phrase de l'allocution radiotélévisée du chef de l'État tombe comme un couperet sur les Français d'Algérie. Elle enlève leurs dernières illusions à ceux qui croyaient encore possible un changement de la politique algérienne du président de la République. C'est une nouvelle étape dans la voie de ce que le général de Gaulle appellera plus tard la décolonisation. Ainsi, avant même d'avoir achevé, grâce au Plan de Constantine, la « déclochardisation » — un autre de ses termes —, le chef de l'État se prononce d'une manière on ne peut plus nette sur le sort futur des Algériens, anticipant sur les trois solutions qu'il leur a offertes dans son discours du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination.

Ce même 4 novembre 1960, le général de Gaulle est allé encore plus loin, dépassant les prévisions les plus pessimistes des Algérois, qui redoutent chacune de ses apparitions sur le petit écran car elles marquent chaque fois un degré de plus dans la désescalade de l'Algérie française, cette mort-née du 13 mai 1958. En effet, parlant des membres du G.P.R.A., il affirme de sa voix grave :

« Les dirigeants rebelles, installés depuis six ans en dehors de l'Algérie et qui, à les entendre, le seront encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, laquelle existera un jour mais n'a encore jamais existé. »

Cette phrase ne figurait pas dans le texte préparé. Le chef de l'État l'a ajoutée devant les micros et les caméras de la Télévision française. C'est en vain que Delouvrier interviendra à l'Élysée, sous la pression de Michel Debré, pour la faire

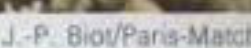


Camus/Paris-Match

couper. Le délégué général, qui se trouve à Paris, réalise très vite que ce discours, où il est question d'une prochaine République algérienne, va mettre le feu aux poudres à Alger. Certes, ce n'est pas la première fois que le chef de l'État évoque un futur État algérien, mais c'était au cours de conversations privées, notamment au début de mars, à Azziz, lors de la « tournée des popotes » qu'il avait entreprise pour rassurer l'armée sur le sens de son combat

◀ **A Barcelone, Salan reçoit la presse, peu après son arrivée en Espagne. Après le discours de De Gaulle, qu'il entendra de Madrid, Salan déclarera : « Le temps des faux-fuyants est révolu... » Il semble que le temps de la fronde militaire prenne corps.**

Alger, pendant quelques jours, reste étrangement calme. Puis, le 11 novembre, à l'occasion de la fête de l'armistice, Alger une fois encore descendra dans la rue. Les heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants seront nombreux. ▶


J.-P. Biot/Paris-Match



A gauche : **des manifestants, en grande majorité très jeunes, jettent des projectiles sur le service d'ordre, qui devra faire usage, pour se dégager, de gaz lacrymogènes. Dans l'après-midi, des bandes de manifestants se livreront à des actes de vandalisme. Ainsi, le centre culturel américain sera mis à sac. Bilan de la journée : une centaine de blessés et soixante-quinze arrestations.** *A droite :* **le matin, les troupes ont défilé dans Alger.**



J.-P. Biot/Paris-Match

après la douloureuse « semaine des barricades ».

De Paris, avant de prendre l'avion qui le ramènera à Alger, le délégué général téléphone au général Crépin et lui demande de prévoir d'urgence les mesures de maintien de l'ordre. Connaissant mieux les Algérois, Paul Delouvrier pressent que des manifestations vont répondre au discours du général de Gaulle.

Elles éclateront le 11 novembre, à l'occasion de la fête de l'armistice. Dès le matin, la ville a été quadrillée par d'importantes forces de gendarmerie mobile et de C.R.S. Le service d'ordre est particulièrement imposant tout autour du monument aux morts, avenue Pasteur, où doit se dérouler la cérémonie traditionnelle, et devant la Délégation générale. On ne veut pas courir le risque d'un nouveau 13 Mai qui aurait une tout autre allure. Du reste, Paul Delouvrier a donné des instructions très précises à deux de ses proches collaborateurs : Max Moulins, ex-igame de Constantine qui a remplacé André Jacomet, démissionnaire depuis le discours du 4 novembre, et Jean Vaujour. Ils ont pour mission de quitter Alger si le délégué général est mis dans l'impossibilité d'exercer ses pouvoirs. C'est dire l'anxiété qui règne au G.G. ce jour d'automne froid et gris. A Paris, Jean Vaujour avait recueilli certains échos qui faisaient état d'une ▶



C'est aux cris de « Delouvrier assassin » que le délégué général *(en fenêtre)* franchira les grilles du monument aux morts. En regagnant son bureau, il dira : « Cette fois, je ne crois plus être l'homme de la situation. »

des cris retentissent : "Delouvrier assassin"

tentative d'attentat contre Delouvrier.

« De Gaulle au poteau! Gouvernement vendu! Algérie française! » Ce sont les cris que scande la foule massée devant les grilles du monument aux morts et que contiennent des C.R.S. et des gendarmes mobiles. Au pied de l'immense stèle de marbre blanc, les mâchoires crispées, le délégué général, entouré des drapeaux des anciens combattants, ranime la flamme. Les vociférations des Algérois déchaînés couvrent la sonnerie aux morts comme elles couvriront *la Marseillaise* jouée par la musique de garnison en calot rouge, baudrier et gants blancs.

En se retournant pour descendre vers l'avenue Pasteur, Paul Delouvrier peut voir la marée humaine d'où montent les cris d'hostilité. La foule algéroise, lancée dans la rue par des mots d'ordre du Front de l'Algérie française — qui a succédé au F.N.F. de Joseph Ortiz, en fuite depuis les barricades —, a le visage de la colère et de l'indignation. Comme toujours, les jeunes sont les plus excités et quelques-uns ont cabossé la DS du délégué général.

Cette foule, Paul Delouvrier va l'affronter avec un calme apparent qui cache mal le choc moral qu'il est en train de subir. Lorsqu'il refranchit les grilles du monument aux morts, les manifestants se mettent à crier : « Delouvrier assassin! » C'est la première fois qu'un tel cri est poussé. C'est plus qu'une injure. Le délégué général blêmit et serre un peu plus les mâchoires. Le service d'ordre qui le protège ne peut empêcher des manifestants de s'approcher et de cracher dans sa direction.

Négligeant sa voiture couverte de crachats, c'est à pied et en tirant un peu la jambe, car une vieille blessure s'est réveillée, que Delouvrier regagne la Délégation générale par les escaliers du Forum. Derrière lui, la foule gronde et tempête toujours dans une immense clameur de colère incontrôlée. Les C.R.S. tentent de la disperser à coups de grenades lacrymogènes dont la fumée âcre et blanchâtre monte en nuages vers les balcons des immeubles. Un mouchoir sur les narines, les manifestants ripostent avec des pierres qui rebondissent sur les casques des C.R.S. et des gendarmes mobiles. Une fois de plus, le centre névralgique de la ville est livré à la fureur.

Non sans peine, Paul Delouvrier a pu regagner son bureau. Aux membres de son cabinet qui l'interrogent du regard, il fait alors cette confidence qui trahit son désarroi et son trouble : « Cette fois, je ne crois plus être l'homme de la situation. »

Cette phrase jaillie du cœur, Soustelle et Lacoste, ses prédécesseurs, ne l'avaient jamais prononcée dans les moments critiques, mais elle leur était certainement venue jusqu'aux lèvres. **H**

Francis ATTARD

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Roger Brimeur***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14ᵉ. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (Octobre 1960)

FRANCE

1ᵉʳ : arrestation de Robert Barras, de Témoignage chrétien.
1-2 : verdict au procès Jeanson.
3 : le parti communiste appuie le « Manifeste des 121 ».
5 : la Banque de France rabaisse son taux d'escompte.
6-9 : voyage du général de Gaulle en Savoie et en Dauphiné.
16 : déclaration de l'assemblée des cardinaux et archevêques de France sur l'Algérie.
19 : signature à Paris de l'accord de transfert franco-mauritanien.
20-23 : voyage du général de Gaulle dans le Sud-Est.
20 : interdiction de la manifestation prévue par l'U.N.E.F. pour le 27 en faveur de la paix en Algérie.
25 : conférence de presse du général Salan.
27 : violentes échauffourées à la manifestation de l'U.N.E.F.
27 : nombreux meetings en banlieue et en province pour la paix en Algérie.
30 : abaissement du taux d'intérêt de la Caisse nationale d'épargne.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

4 : intervention du prince Moulay Hassan à l'O.N.U.
13 : protocole franco-tunisien sur les terres françaises en Tunisie.
15 : fermeture du consulat général de France à Oujda et, le 16, protestation française.
16-17 : crise gouvernementale en Libye.
24 : Ferhat Abbas déclare au New York Times *que l'aide russe et chinoise au G.P.R.A. va être accrue.*
28 : réunion plénière du G.P.R.A. à Tunis.

AFRIQUE

5-10 : réunion du Conseil de l'entente à Bamako.
16 : accord Tshombé-O.N.U.
23 : arrivée de l'ambassadeur de Chine populaire à Conakry.
24-26 : conférence d'Abidjan.

AMÉRIQUE

3 : élections présidentielles au Brésil.
13 : lancement réussi à Cap Canaveral d'une fusée Atlas avec trois souris.
17-19 : manifestations péronistes et grèves en Argentine.
17 : déclaration canadienne sur Cuba.
18 : déclaration de Kennedy sur l'Algérie et le 20, sur Cuba.

EUROPE

1ᵉʳ : accord frontalier franco-allemand.
7 : Francis Jeanson est expulsé de Suisse vers l'Italie.
20 : discours de Khrouchtchev sur la France et l'Algérie.
20 : hausse spéculative de l'or à Londres.
25 : note occidentale à l'U.R.S.S. sur Berlin.
27 : note de l'U.R.S.S. à l'O.N.U. sur l'aide soviétique au Congo.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



1960 : L'A.L.N. LUTTE POUR SA SURVIE

Sommaire

- **A.L.N. et terrorisme**
Les ministres du G.P.R.A. reconnaissent que l'« A.L.N. de l'intérieur » s'affaiblit progressivement. Pourquoi continue-t-elle à combattre? Quels ordres donne le F.L.N. aux wilayas?

- **Entre ciel et terre**
Printemps, été, automne, hiver... Au rythme des saisons, la vie quotidienne dans un poste comme les autres. Chacun fait son métier...

- **Un aumônier en Algérie**
Les officiers, même les plus réalistes, n'arrivent pas toujours à se débarrasser d'une certaine crainte superstitieuse envers les aumôniers. L'un de ces derniers, « aumônier ventilateur », raconte son séjour en Algérie.

- **L'année des dupes**
L'année 1960 s'achève. Des parlementaires qui furent « Algérie française », le gouvernement et ses opposants se rejoignent sur une nouvelle politique : celle du général de Gaulle.

- **Dufour, patron du 1ᵉʳ R.E.P.**
Un général lui dira un jour : « J'ai rarement rencontré un officier aussi dur et même aussi brutal que vous envers vos supérieurs. » Puis, le 26 janvier 1960, la sonnerie du téléphone le réveille : il doit se rendre à Paris...

- **Prélude à une insurrection**
Au moment du « procès des barricades », un mouvement insurrectionnel se prépare. Et le général de Gaulle annonce un nouveau voyage en Algérie.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 2ᵉ trim. 1973. — Nº d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier. Paris Nº 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **Nº 319 - 4 juin 1973.**

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes —
0,25 NF ; En métropole : 0,35 NF
Téléphone : 63-73-80 à 85 — 20, rue de la Liberté
Mercredi 26 Octobre 1960



Les enseignements du vote sur la motion de censure

Le régime même est discuté et l'autorité de l'Exécutif ébranlée

La progression de l'opposition est d'autant plus remarquable que la menace de dissolution a effrayé de nombreux députés

LIRE EN PAGE 3, L'ARTICLE DE RENE SAIVE

Un nouveau réseau de soutien au F.L.N. découvert à Paris

Son chef : un Egyptien, s'était entouré de communistes belges, tunisiens suisses et américains

Ses complices français ***ont été arrêtés***

Plusieurs expulsions

SUITE EN PAGE 3



La reine Elizabeth et le prince Philipp échappent par miracle à la mort

A 9.000 mètres d'altitude deux "Jets" allemands frôlent le "Comet" à 1.600 kilomètres-heure

(LIRE INFORMATION PAGE 3)

LE GÉNÉRAL SALAN, AU PALAIS D'ORSAY

Traiter avec les rebelles *qui se conduisent en assassins* je réponds : "NON"

La seule solution digne de la France consiste à recréer *la fraternité du 13 mai*

L'ARMÉE *qui se sacrifie est surprise par une politique qu'elle saisit mal*

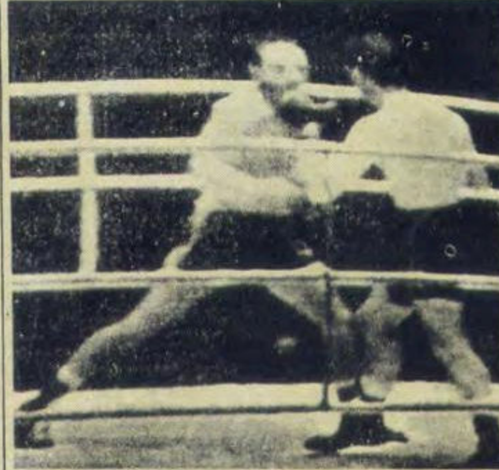
INFORMATION PAGE 3

12 h. 20, bd Carnot

Puissante explosion : 3 étages soufflés

VAINQUEUR DE GILROY, AUX POINTS

Alphonse HALIMI remporte le championnat du monde des coqs (version européenne)



(INFORMATION EN PAGE SPORTIVE)

Au cours d'un bref séjour à Alger

M. TERRENOIRE a étudié avec les autorités responsables les problèmes de l'Information en Algérie

Il avait visité hier matin Boghari

SUITE EN PAGE 12

Un « Broussard » percute le djebel Doui près de Duperré : 6 tués

La circulation à Alger

A l'inorganisation s'ajoute l'indiscipline des usagers



(INFORMATION PAGE 13)

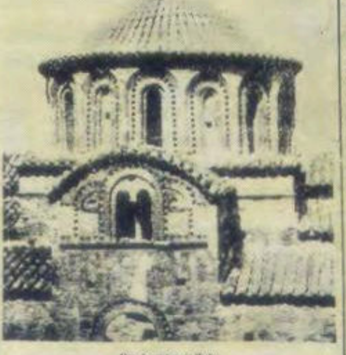
CROISIÈRE EN GRÈCE

III. A travers l'Attique et le Péloponnèse

Les grandes heures helléniques

Un reportage de L.-E. Angéli

SUITE EN PAGE 4



A la suite de graves incidents

Renault ferme son usine du Mans

20.000 ouvriers avaient débrayé dans l'après-midi à Boulogne-Billancourt

SUITE EN PAGE 3

Incidents au Mans

Le dernier trimestre de 1960 est particulièrement agité sur le plan politique. La menace du général de Gaulle de dissoudre le Parlement est restée lettre morte pour de nombreux députés. En revanche, l'opposition se structure et le général Salan se présente comme l'un des principaux chefs de ceux qui veulent que l'Algérie reste française. Déjà l'insurrection se prépare.

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 319

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Quelque part en Kabylie. Une assistante sociale (A.S.S.R.A.), aidée de deux soldats, fait la toilette de deux enfants.

Collection Huemer

J'ai bien reçu votre lettre car cela prouve l'intérêt que vous portez aux lecteurs d'Historia *Guerre d'Algérie*...

Tout le monde a le droit de savoir ce qui s'est passé au cours de la guerre d'Algérie. Guerre qui nous a tous marqués à jamais et a meurtri nos cœurs de vingt ans. Nos souffrances, nos nuits sans sommeil, la foi avec laquelle nous nous sommes battus; car il ne faut pas généraliser, nous n'étions pas tous des « planqués » qui « gueulions » la quille. Nous avions un idéal et nous l'avons prouvé, surtout dans les régiments d'élite (les autres unités également, mais à un degré moindre car peut-être moins stimulées par leurs chefs) et l'action psychologique jouait un grand rôle.

L'opération Amirouche, nous l'attendions tous.

Quel beau travail nous avons fait ce jour-là : les deux chefs de wilaya hors de combat et abattus. Nous étions sûrs que le général ne les libérerait pas comme tous les autres assassins. Amirouche et Si Haouès étaient deux sanguinaires des wilayas 3 et 6.

Amirouche était un assassin de la plus belle espèce, il était originaire de Dra-el-Mizan, en Kabylie.

Vous avez très bien détaillé l'opération « Jumelles »; trente-six jours sur le terrain, du beau travail de la part de la légion, des paras et de l'infanterie.

Continuez à nous raconter le déroulement des autres opéra-

Opinions...

tions comme par exemple « Pierres-Précieuses » et « Étincelle ».

Un grand coup de chapeau à Challe, qui aurait gagné cette guerre et apporté la victoire, sur un plateau, à de Gaulle. Alors, pourquoi avoir fait tant de sacrifices, tant de morts pour rien ?

Quelle honte d'avoir traité avec des bandits et des égorgeurs !

N'oubliez pas, à la fin de votre publication, de rendre hommage à tous nos morts : Jeanpierre (1er R.E.P.), Graziani, et les autres aussi.

Nous vous demandons un peu plus de témoignages qui émaneraient de généraux. Pourquoi le général Jouhaud ne brosserait-il pas un article ? Il est de loin le plus grand de tous. Salan, Faure, etc., avaient un idéal. Notamment le commandant Élie Denoix de Saint-Marc, patron du 1er R.E.P. Le R.E.P. était le symbole de toute l'armée d'Algérie.

Enfin, nous voudrions un peu plus de témoignages de la part des Européens d'Algérie et un peu moins des *djounoud* que vous avez tendance à prendre pour des héros. Mais nous, alors, qu'avons-nous fait ?

Assez d'articles sur les pro-F.L.N. comme ce réseau Jeanson. Il y a des articles que je ne lis même pas, ils me soulèvent le cœur.

Espérons que maintenant, nous aurons de beaux récits, car la situation change (les barricades de janvier 1960 et ce qui suit : le putsch). Là, vous aurez besoin de la coopération de nos valeureux officiers qui ont connu la prison malgré leurs états de service, leur foi, leur honneur.

Cl. L..., 27300 Bernay

★

... A l'époque où se déroulait le conflit, j'étais encore enfant et ne pouvais donc comprendre et m'intéresser de près à cette guerre.

Quatorze ans après, je me souviens et essaye, en lisant cette revue, de déceler les faits en profondeur.

On ne peut refaire l'Histoire en critiquant à outrance, certes ; tâchons plutôt de la comprendre et surtout de comprendre ceux qui l'ont faite.

Je rends, ici, hommage à tous ceux qui ont rédigé cette publication avec objectivité.

J. P..., 27620 Gasny

★

Je ne vous étonnerai sans doute pas en vous écrivant que je n'ai jamais trouvé une totale objectivité dans vos articles sur la « guerre d'Algérie », pas plus que dans les lettres de certains de vos lecteurs.

C'est ainsi que dans votre n° 299 (supplément n° 76) vous publiez une lettre de M. J. N..., de Chalon-sur-Saône, qui prétend que « les armes dont ses camarades et lui disposaient étaient le lebel, le mousqueton et quelques MAS-56 et Stens, alors que les Arabes avaient des fusils plus modernes, etc. ».

C'est absolument faux et je mets au défi votre correspondant de justifier ce qu'il écrit. Seules les U.T. ont été dotées, lors de leur constitution (j'ai été chef de groupe dans l'une d'elles) de lebels et de Stens, pour recevoir ensuite des fusils U.S.

Quant aux rappelés et aux appelés du contingent, votre correspondant n'ignore certainement pas qu'ils sont arrivés en Algérie (notamment les premiers) porteurs de leur armement individuel et que le lebel a depuis longtemps disparu de l'équipement classique.

... Votre lecteur ne craint vraiment pas le ridicule. D'ailleurs, vos propres illustrations ne suffisent-elles pas à lui infliger un cinglant démenti ? Il aurait vraiment pu trouver autre



Collection particulière

Collection particulière

Toilette matinale. Hiver comme été, quel que soit le temps ce jour-là, les jeunes se retrouvent au poste d'eau.



La vie quotidienne. Un jeu avant l'école : la « corvée » d'eau transportée depuis des siècles dans les jarres.

chose pour manifester ses sentiments. Plutôt ses ressentiments...

M. A. D..., 66000 Perpignan

★

... J'avoue avoir été surpris en lisant, dans votre n° 261, l'article consacré au voyage du général de Gaulle en Algérie en juin 1958.

En effet, il n'y est pas cité les paroles capitales prononcées à Oran, le 6 juin, par le nouveau président du Conseil. Je me permets donc de les rappeler, ici, à vos lecteurs, surtout aux jeunes, qui n'ont pas vécu les événements et doivent donc être informés avec un soin tout particulier :

« Oui, oui, oui ! La France est ici pour toujours [...] avec la volonté de démontrer [...] qu'elle [l'Algérie] est organiquement une terre française, aujourd'hui et pour toujours [...] ! Vive Oran ! Ville que j'aime et que je salue, bonne, chère, grande ville française. »

Paroles capitales. En effet, elles expliquent bien l'enthousiasme avec lequel tous les partisans de l'Algérie française (à part quelques rares individus particulièrement perspicaces) se sont ralliés à de Gaulle en 1958 et l'acharnement qu'ils ont mis à le combattre quand ils ont vu toutes ces solennelles promesses progressivement reniées...

L. C..., 61000 Alençon

★

Suite à l'article de Jean Escande concernant le camp du Lido, je comprends l'indignation suscitée chez un officier tel le capitaine P. C... (réponse dans le supplément au n° 299).

En tant que simple bidasse ayant passé six mois dans le camp mentionné plus haut, je souhaiterais apporter quelques détails.

Si avoir servi dans la cavalerie devait être un honneur, je ne comprenais pas à l'époque (mars-août 1960) :

1) qu'un sous-lieutenant vous traite de « cocus battus contents » ;

2) qu'on vous fasse ramper (fusil sur les bras) sur la pente d'une colline pour n'avoir pas chanté avec assez de conviction « la Marche de Babette » (Gilbert Bécaud) dont les premières paroles sont :

Quand on est militaire
C'est pas toujours bon temps
Faut jouer à la guerre... ;

3) que pour une maladresse dans un maniement d'armes, vous fassiez devant vos camarades une série de « pompes » tout en disant : « Brigitte Bardot est une belle fille, je suis trop c... pour la b... »

Quant aux permissions, il fallait entre autres avoir la moyenne aux interrogations écrites (j'étais élève radio).

C'était aussi cela servir son pays. Capitaine P. C..., de quel droit votre point de vue seul serait-il valable ? Arrêtons là cette polémique et estimons-nous heureux d'en être revenus à peu près sains et saufs.

... Vous comprendrez que je puisse m'intéresser à la guerre d'Algérie pour laquelle j'ai « servi » vingt-six mois en me demandant aujourd'hui encore ce que j'ai bien pu y faire.

M. E. I..., Monaco

★

Je ne vois pas ce qu'il y a de surprenant dans les écrits de ce M. Escande. Dans la compagnie que j'ai commandée en Algérie, la majorité de mes appelés étaient de cet acabit : frondeurs et mécontents de tout et de tous. Il y avait même pis : les « politiques », dont nous avions fatalement quelques-uns et qui ne cachaient pas leur hostilité à notre action. Seuls, ceux qui ont commandé *ex cathedra* et n'ont considéré leurs subordonnés que comme des pièces sur un échiquier ont pu faire une découverte à la lecture de l'article incriminé...

Non seulement l'état d'esprit n'était pas fameux, mais l'instruction militaire laissait à désirer. Laissant de côté les (trop) nombreux « anciens malades » (infirmerie et permissions de convalescence) dont les connaissances militaires étaient voisines de zéro, la masse des gens que nous recevions tous ▶

Précisions pour l'Histoire...

les deux mois de France, s'ils avaient fait des heures et des heures de défilé, de maniement d'arme, de revues diverses, ignoraient les gestes élémentaires du combattant : se poster, aborder une crête, etc. Ces rubriques avaient fait l'objet de l'exercice prévu et beaucoup ne s'en souvenaient même pas. Les élèves caporaux, promus dès le sixième mois de service, n'avaient jamais exercé le moindre commandement, ne savaient pas les prérogatives d'un chef d'équipe ou de pièce; dévoués et consciencieux pour la plupart, ils apprenaient après ce qui aurait dû motiver leur promotion...

Et encore, il faut dire que ces jeunes étaient pleins de courage, même s'ils savaient à peine se servir de leur fusil, l'instruction du tir ayant été négligée.

Que dire des musulmans appelés, c'est-à-dire ceux que le F.L.N. n'avait pas jugés bons pour combattre, venus pour boucher les trous? Il y en avait deux ou trois douzaines par compagnie, et ils finiront par déserter massivement...

M. P..., 17 La Rochelle

★

Dans le n° 79 (article « Les diables rouges »), il est fait mention de tracts.

Je vous envoie la photocopie de deux de ceux-ci, adressés aux musulmans, non sans succès d'ailleurs, puisqu'en 1959 le 22ᵉ R.T.A. aura 300 déserteurs, tandis que début 62, les 11ᵉ et 15ᵉ bataillons de tirailleurs furent réduits à rien pour la même raison.

Il y avait aussi des tracts destinés aux appelés F.S.E. A ma connaissance, un seul a rejoint les rangs « fellaghas », et y a conservé son arme, comme garde personnel de Tahar Zbiri, chef de la wilaya 1; qu'est-il devenu?...

M. P., 17 La Rochelle



TÉMOIGNAGE

Le Service de formation des jeunes en Algérie

Pour la promotion 001 de sous-lieutenants et d'aspirants de réserve qui sortaient de l'École d'infanterie de Cherchell, le travail avait été bien fait; tous ceux qui étaient affectés au Service de formation des jeunes en Algérie (S.F.J.A.) étaient, dans le civil, des enseignants. Après un court séjour au Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla (C.I.P.C.G.) d'Arzew, chacun a rejoint son affectation.

A Mondovi, dans le département de Bône, les anciens nous confiaient un centre de formation (C.F.J.A.) achevé; dans quelques mois, la promotion des jeunes de quinze à dix-sept ans serait prête à poursuivre sa formation dans un centre de F.P.A. Pour le foyer des jeunes, seule fonctionnait la section des garçons de treize à quinze ans, recrutés dans le village même, puisqu'ils étaient externes. Il nous restait donc du travail.

Il fallait d'abord achever les constructions. Imaginez alors le planning à établir : prévoir les travaux du chantier en fonction du personnel disponible, moniteurs ou ouvriers embauchés à la tâche; prévoir l'approvisionnement du chantier en fonction des camions du 60ᵉ R.I., corps support, quand celui-ci n'était pas en opération; prévoir aussi le travail scolaire à mi-temps pour les jeunes inscrits au F.J. Les moniteurs (F.S.A. ou F.S.M.E.), formés à Issoire, Fontenay-le-Comte ou Rivesaltes, ont une attitude exemplaire : l'agriculteur dans le civil établit un magnifique jardin; le barman et le métallo sont devenus maçons; tous enseignent aussi aux jeunes musulmans qu'on leur confie; tous aussi, après leurs journées de travail, participent aux patrouilles et aux embuscades auxquelles le commandant les astreint, considérant qu'ils sont des privilégiés dans la journée. Leur sous-lieutenant aurait honte de les voir ainsi écrasés de travail si lui-même ne passait ses nuits à la permanence qui surveille la bretelle du barrage-avant qui va de Bône à Souk-Ahras. Mais quand le général Dunoyer de Segonzac,

... Fidèle lecteur de votre magazine *la Guerre d'Algérie*, je vous félicite de votre objectivité sur les événements ainsi que sur les photos, qui sont remarquables. Moi-même, soldat du contingent ayant participé à cette campagne, je tiens à vous dire que malgré les critiques de certains, les soldats du contingent se sont battus courageusement et ont pris leur rôle à cœur, alors que certains se planquaient en France ou se faisaient réformer par relation, ceux-là, oui ont droit aux critiques.

Je tiens aussi à souligner que j'ai toujours été bien reçu par les pieds-noirs dont le calvaire aux jours sombres de l'indépendance m'a soulevé d'indignation, lâche capitulation alors que notre armée était victorieuse...

J. B..., 83400 Hyères



... J'ai attendu longtemps avant de vous écrire, non pas pour critiquer votre revue, que je trouve très bien conçue, mais pour faire quelques remarques sur certains commentaires qui ont paru dans la rubrique « Nos lecteurs écrivent ».

Certaines personnes ne manquent pas d'écrire sur les bienfaits que les Européens ont apportés à l'Algérie et de décrire les constructions, les hôpitaux, les écoles, les immeubles, l'agriculture développée au profit de quelques-uns, etc. Heureusement qu'il y a eu quelques changements depuis 1830, mais il ne faut pas exagérer. Ce progrès et ce développement, à qui ont-ils profité le plus? Certainement pas aux musulmans, qui subissaient une ségrégation impitoyable dans tous les domaines.

Je sais, d'autres prétendent que chez eux, les « Arabes » étaient bien traités... Les chiens aussi, parfois, chez les uns, prennent des coups de bâton, chez les autres, ils auront l'os à ronger tous les jours, mais ils resteront toujours des chiens...

En fait, le développement avait surtout lieu près des grosses agglomérations urbaines, mais dans le bled, rien...

Je me souviens d'un village qui s'appelait Oum-el-Tiour, situé à 80 km environ au sud de Biskra. Lorsque nous som- ▶

La paix est revenue. Un sourire pour la photo folklorique qui sera envoyée en France par le prochain courrier.



Collection particulière

chef du S.F.J.A., vient nous rendre visite, les bâtiments du C.F.J.A. et du F.J. bordent une rue de 300 mètres de long.

Le véritable travail va pouvoir commencer Déjà les monitrices, formées, elles, aux Bréviaires de Tignes, ont recruté une trentaine de jeunes filles de treize à dix-huit ans dans le village et les regroupements environnants. Avec elles, elles font de la cuisine, de la couture; elles leur apprennent aussi à lire. Les garçons, qui ont passé six mois au C.F.J.A., vont laisser la place à une autre promotion : certains trouvent aussitôt du travail; d'autres sont attirés par la harka où ils gagneraient 300 francs par mois! Heureusement, le lieutenant des harkis a accepté de les refouler; nous ne les avons pas formés pour ça. D'autres, enfin, entrent dans les différentes sections de la Formation professionnelle des adultes. Kadour, pour sa part, n'y est pas resté trois jours. Je l'ai retrouvé dans un douar :

– Si tu étais resté en F.P.A., dans six mois tu avais un métier et tu gagnais de l'argent.

– De l'argent, tu en veux?

Et il tente d'acheter mon silence. L'officier de renseignements apaisera mes inquiétudes : Kadour, qui n'a que dix-huit ans, protège quelques demoiselles du douar Sidi-Aïssa!

Autres déboires : Hacène, que l'antenne du S.F.J.A. à Paris avait placé en métropole, revient au pays : il préfère cirer les souliers que patienter six mois avant d'avoir une paye décente. Khedidja, elle, est venue au foyer; les monitrices ont eu du mal à la convaincre. Mais une semaine plus tard son père est arrêté : il était pourvoyeur du F.L.N. Le B.R.Q. du lendemain annoncera sa mort. Nous ne reverrons plus Khedidja.

Voilà bientôt dix-huit mois que je suis à Mondovi. Notre réputation de pacificateurs est inscrite dans les bulletins du F.L.N. de la région. Néanmoins, j'ai le sentiment d'un échec : nous n'avons sorti d'affaire que dix pour cent des jeunes qui nous étaient confiés. Chacun, pour se disculper, se retranche derrière la banale constatation : « Il faudrait une génération pour modifier l'état actuel. » Pourtant nous avons cru à notre mission, nous tous, les gars du contingent; mais la S.A.S., le bataillon en place, les pieds-noirs, ont voulu nous suivre quand il était trop tard. Quand les côtes d'Afrique s'éloigneront, nous aurons l'impression qu'il faudra peu de temps pour que s'effacent les traces qu'ont laissées nos vingt ans dans ce pays qui attendait tout de nous.

Jean ROUDEIX

La vérité des deux côtés...

mes arrivés, il n'y avait aucune structure administrative, aucune organisation urbaine, aucun recensement de la population effectué, aucune visite sanitaire.

Avec l'officier des S.A.S. nous avons dû faire tout ce travail en plus de nos activités militaires habituelles. Je pose la question à tous ces gens qui parlent avec ravissement du travail accompli en Algérie par les Européens. Était-ce normal de trouver des familles vivant dans des taudis, les enfants sans hygiène, les têtes pleines de mouches, les parents ne sachant ni lire ni écrire, y compris l'arabe, ne connaissant même pas l'âge de leurs enfants, à quelles dates et en quelles années ils étaient nés. Aujourd'hui sont encore nombreux les travailleurs immigrés originaires d'Algérie qui portent sur leur carte d'identité une date approximative de naissance.

Savez-vous qu'il y avait des villages qui n'avaient pas vu un seul Européen depuis des années? Quelle idée pouvaient-ils avoir de la France?... Un soldat en armes fouillant dans leurs affaires, arrêtant les membres de leur famille, se voir évacués sur un centre de regroupement, leur maison brûlée ou rasée... Voilà l'idée qu'ils avaient de la France. Comment ne pas, à un moment donné, défendre sa dignité en se révoltant?

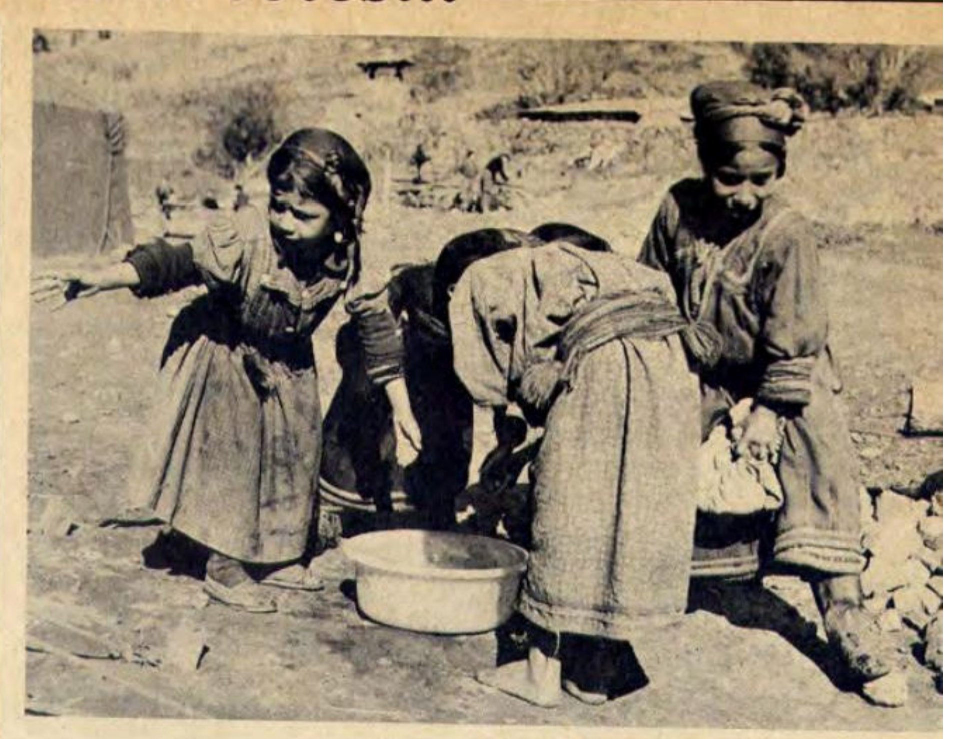
Pour conclure, je dirai que l'intégration aurait pu se faire, mais bien avant ces événements tragiques. Quand le premier soldat-colon mit le pied sur le sol à Sidi-Ferruch pour conquérir l'Algérie, il aurait dû penser, avant de conquérir les terres, à conquérir les cœurs...

Je souhaite qu'il y ait une bonne entente entre les peuples français et algérien. N'avons-nous pas passé l'éponge avec le peuple allemand... et pourtant l'ardoise était lourde.

M. S. T..., 91 Massy

★

... Lecteur assidu de votre revue, ayant lu l'article de M. Roger Colliat sur le 152ᵉ R.I.M., je tiens à préciser que cette



Près d'un centre de regroupement, on apprend déjà les premiers rudiments de la cuisine avec le plus grand sérieux.

unité n'était pas seule à assurer la garde du barrage; les unités suivantes : 153ᵉ R.I. mécanisé ainsi que le 60ᵉ R.I., se partageaient également cette tâche. Le 3ᵉ bataillon du 60ᵉ R.I. était plus particulièrement chargé de la garde de ce que nous appelions le barrage arrière...

M. C..., 56210 Coëtquidan

★

J'ai eu le privilège de servir en Algérie entre septembre 1956 et août 1958, au 2/121ᵉ R.I., précisément dans le secteur des Beni-Douala, au camp El-Bir, qui est devenu, après la mort de notre capitaine, tué à Tizi-Hibel, le camp Capitaine-Chérou, près de Taghemount-Azzouz.

A cette époque, tous les villages de la région étaient entre les mains du F.L.N., les fellaghas, comme on les appelait à l'époque; j'ai été surpris par leur ralliement, je connais très bien Tizi-Hibel et Agouni-Azzouz où nous allions souvent. Le 21 mai 1958, nous avons été encerclés par une katiba venue de Michelet sur une crête qui part de Tizi-Hibel et descend vers les Ouadhias; ç'a été le plus gros coup dur que nous ayons eu après tant d'accrochages dont j'ai perdu en partie le souvenir.

Je m'inquiète pour le sort de ces gens qui ont cru à la promesse de De Gaulle et surtout à cause de leur ralliement tardif à la France à la veille de l'indépendance. Je crois que, pour en arriver là, il aurait mieux valu qu'ils restent fellaghas; nous, nous y étions habitués.

Pouvez-vous me renseigner sur le sort de ces gens-là après l'indépendance?

Dans vos articles j'ai noté quelques erreurs; le bataillon qui était aux Beni-Douala était le 2/121ᵉ R.I. et non le 22ᵉ R.I. Le village de Tizi-Hibel se trouve à l'ouest de Fort-National et de l'oued Aïssi et non au sud-est; de plus il est séparé du Djurdjura par un autre massif montagneux et par la vallée des Ouadhias (H.M. G.A. nº 76).

Dans le deuxième article consacré aux Beni-Douala vous avez dit que le 11ᵉ choc avait été remplacé par un bataillon qui n'avait ni son expérience ni son efficacité. Cela était peut-être vrai au début de mon séjour, la plupart des militaires du 2/121ᵉ R.I. étaient des rappe-

lés et ils ne pensaient qu'à la quille, qui était proche, comment peut-on le leur reprocher; mais après leur départ, nous avons été pris en main par des officiers de carrière et vous pouvez le croire, nous en avons bavé! A l'époque du 11e choc, la guerre ne faisait que commencer; dans le coin, les fellaghas étaient peu nombreux et ils ne disposaient que de fusils de chasse. Nous en avons anéanti plusieurs bandes, exemple : la bande à Merbouche, dont les trente hommes étaient tous originaires de Taòurirt, un autre village de notre secteur, mais nous n'avons jamais réussi un seul ralliement de village, ce qui aurait été plus important.

J'espère que vous me ferez une réponse à ce sujet et je vous remercie d'avance.

P. T..., 06 Nice

★

... Ce qui me surprend dans votre revue « Historia Magazine », *la Guerre d'Algérie*, c'est que personne, ou alors j'ai mal lu, n'a parlé de la soif, pour les opérationnels comme je l'ai été pendant près de deux ans dans un régiment de parachutistes. C'était une chose désagréable et aussi assez fréquente. Nous n'avions pas à crier après les pieds-noirs s'ils ne nous donnaient pas d'eau, car où nous étions en opération, il n'y en avait pas.

Je tiens à vous féliciter pour l'objectivité de votre magazine...

A. J..., 39 Cernans

★

... Chers amis de la rédaction d' « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie*, le chauffeur de taxi toujours votre fidèle lecteur.

J'ai bien prêté attention à l'article de Marie Elbe, sur les S.A.S. des Beni-Douala, paru dans le n° 75, car moi-même je suis du village de Taourirt.

J'ai quitté mon village à l'âge de quinze ans pour venir travailler ici à Paris.

Marie Elbe parle du capitaine Oudinot, qui commandait la S.A.S. des Beni-Douala. D'après les récits de ma grand-mère, qui était toujours dans notre village de Taourirt, le capitaine Oudinot a fait beaucoup de bien pour les villages des Beni-Douala, mais sous son commandement beaucoup d'anciens combattants ont été fusillés sous prétexte d'appartenir au F.L.N. Quand les vieux du village allaient voir le capitaine Oudinot pour lui raconter ce que les soldats avaient fait, il leur répondait qu'il ne savait rien de cela, pour s'attirer la sympathie des villages qu'il administrait.

Pourtant ces anciens combattants avaient gagné leurs galons à Verdun et étaient tous âgés de plus de cinquante ans.

Mon père, qui avait soixante-treize ans en 1959, est mort de chagrin parce que ses champs ont été brûlés.

Dans le n° 75, je vois la photo de l'école de Tizi-Hibel, elle fonctionne toujours. Marie Elbe a oublié de parler de l'école des bonnes sœurs de Tizi-Hibel ainsi que l'école des pères blancs de Taghemount-Azzouz. Quant à l'école de mon village, elle est restée sans toiture; ce n'est pas la faute aux soldats, mais au dirigeant du F.L.N. qui n'a jamais empêché les gens de piller l'école. Ce n'est pas un ordre à l'échelon supérieur.

Les bonnes sœurs et les pères blancs vivent toujours à Tizi-Hibel et à Taghemount-Azzouz. Ils se déplacent librement, soignent les gens dans tous les villages. Pour nous, les Kabyles, l'indépendance ne nous a rien apporté, mais j'espère qu'un jour viendra où on aura quelque chose. Pour moi, j'ai fait mon service dans l'armée française, classe 55, le numéro de mon livret militaire est 18 899.

Je tiens à vous remercier : grâce à votre journal, j'ai appris beaucoup sur mon pays...

M. M..., 93150 Blanc-Mesnil



... Fidèle lecteur de votre revue, j'attends depuis les premiers numéros, un reportage – qui ne vient pas – sur l'une des plus belles et des plus importantes villes de l'Algérois, « la ville des roses et des orangers », ma ville : Blida.

Il me semble que vous combleriez de joie et d'émotion les quelque 100 000 Blidéens, tant de naissance que d'adoption, repliés, au hasard de l'exode, dans toute la France.

Nous avons apprécié les reportages déjà parus sur Affreville et Boufarik, cités proches de la mienne, mais rien sur Blida, reine de la Mitidja, porte de la grande station de ski qu'était Chréa et, d'un point de vue strictement militaire, siège de la base aéroportée d'A.F.N., berceau de nos si glorieuses unités de parachutistes...

M. C. P..., 34 Montpellier

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue
elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351